

La Fontaine  
**in'foru**

OPÉRATION DE  
RENOUVELLEMENT  
URBAIN  
DE BAGNEUX

Mairie de  
**Bagneux**

D. Martouzet  
École **polytechnique**  
de l'université de Tou  
UNIVERSITÉ  
TOULOUSE-MIRAMONTE  
Génie de l'Aménagement

## RAPPORT DE STAGE

# *L'Opération de Renouvellement Urbain de Bagneux (92)*

*Entre  
Gestion Urbaine de Proximité et  
Charte Locale d'Insertion*

Alexandra Parisi  
Magistère 3  
2005-2006

Directeur de stage :  
Mr Martouzet

---

## *Remerciements*

---

Je tiens à remercier tout particulièrement Monsieur Thierry Rabjeau, Directeur de l'Opération de Renouvellement Urbain de Bagneux, pour son accueil, ses conseils et ses disponibilités.

Je souhaite également remercier Mme Safer, assistante de direction, pour sa présence et ses nombreuses recommandations fort utiles pour l'avancement de mon travail.

Enfin, je souhaite saluer la bonne humeur de Monsieur Faucher du Comité Balnéolais pour la Prévention et la Santé, ainsi que l'accueil de la SEMABA, antenne de proximité avec laquelle nous partageons les locaux.

---

# Sommaire

---

<b>Introduction</b>	<b>3</b>
<b>PREMIERE PARTIE : CONTEXTE ET CADRE DU STAGE</b>	<b>4</b>
<b>1 Bagneux et l'Opération de Renouvellement Urbain</b>	<b>5</b>
1.1 Présentation de la ville de Bagneux	5
1.2 Le quartier Sud de la ville dans la politique de la ville	6
1.3 L'Opération de Renouvellement Urbain	6
<b>2 Mes missions à la direction de l'ORU</b>	<b>9</b>
2.1 Dans le cadre de la Gestion Urbaine de Proximité	9
2.2 Dans le cadre de la Charte Locale d'Insertion.	9
2.3 Actualisation de l'observatoire social	10
<b>DEUXIEME PARTIE : MISSIONS DANS LE CADRE DE LA GESTION URBAINE DE PROXIMITE</b>	<b>11</b>
<b>1 L'évaluation de la démarche GUP</b>	<b>12</b>
1.1 Outils et choix méthodologiques	12
1.2 L'évaluation GUP	13
<b>2 Elaboration d'un cahier des charges pour la réalisation d'un guide pour les habitants</b>	<b>18</b>
2.1 Méthodologie	18
2.2 Le cahier des charges	18
<b>TROISIEME PARTIE : MISSIONS DANS LE CADRE DE LA CHARTE LOCALE D'INSERTION</b>	<b>26</b>
<b>1 Le Diagnostic Emploi</b>	<b>27</b>
1.1 Note méthodologique	27
1.2 Introduction	29
1.3 L'emploi	30
1.4 La précarité	31
1.5 L'insertion	32
1.6 Synthèse	36
<b>2 Elaboration de la Charte Locale d'Insertion</b>	<b>38</b>
2.1 Méthodologie	38
2.2 Première version de la Charte Locale d'insertion	38
<b>Annexes</b>	<b>47</b>
<b>Bibliographie</b>	<b>68</b>

---

# Introduction

---

Dans le cadre de mon stage de fin d'études, je souhaitais, afin de concrétiser l'ensemble des données théoriques et pratiques acquises lors de mon cursus, intégrer une structure qui me permettait de participer à un projet d'ensemble en travaillant sur des thématiques variées. Ainsi, j'ai intégré durant trois mois, la direction de l'Opération de Renouvellement Urbain (ORU) de la ville Bagneux, dans les Hauts-de-Seine.

Travailler sur l'ORU m'a offert de suivre l'accompagnement humain, technique et financier d'un tel projet.

Le quartier sud de Bagneux, dit des "Tertres - Cuverons" est inscrit Opération de Renouvellement Urbain par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) depuis 2002. La direction de l'ORU en assure la mise en place et le suivi. Ce quartier issu de l'urbanisation des années 60 montre des problèmes de gestion, de fonctionnement, de vétustés, certains équipements sont devenus obsolètes et inappropriés aux usages actuels. D'autre part, il concentre un nombre important de personnes en difficulté, démunies. Son renouvellement a été et demeure une priorité pour la municipalité depuis une quinzaine d'années.

Trois missions spécifiques me furent confiées pour ce stage :

- l'élaboration d'un guide de la Gestion Urbaine de Proximité (GUP),
- l'évaluation de la démarche GUP et,
- la réalisation d'un diagnostic de l'emploi qui s'inscrit dans la Charte Locale d'Insertion dont je devais en rédiger une première version.

Dans le cadre de ce rapport de stage, je m'attacherai à rendre compte du travail fourni en distinguant les différents outils que j'ai été amené à utiliser afin que le lecteur puisse comprendre ma propre démarche de travail.

Ce rapport présente le contexte général de mon stage et la définition de mes missions, puis en seconde partie, je m'attarde sur le résultat de mon travail dans le cadre de la GUP et dans le cadre de la Charte Locale d'Insertion en dernière partie.

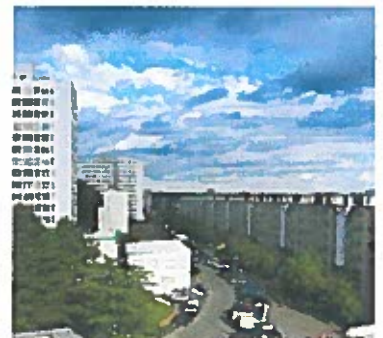


## PREMIERE PARTIE :

CONTEXTE

ET

CADRE DU STAGE



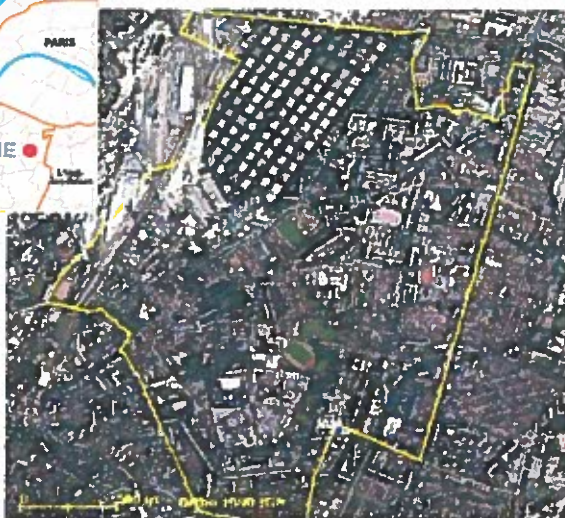


# 1 Bagneux et l'Opération de Renouveau Urbain

## 1.1 PRESENTATION DE LA VILLE DE BAGNEUX



Illustration 1 :  
localisation  
de la ville de  
Bagneux



Située à 3 km au sud de Paris, la commune de Bagneux fait partie de la proche couronne de la capitale.

Elle est située à la pointe sud est du département des Hauts-de-Seine et est limitrophe à Montrouge, Arcueil, Cachan, Bourg-la-Reine, Sceaux, Fontenay-aux-Roses et Châtillon.

Elle fait désormais partie de la Communauté d'Agglomération Sud-de-Seine depuis 2005.

La commune, située sur un plateau au confluent de la vallée de la Bièvre et d'un de ses affluents -le ru de la Fontaine du Moulin- s'étend sur 419 ha.

Elle présente plusieurs unités d'urbanisation :

- le centre ancien introverti est situé à l'ouest du territoire,
- à l'est l'urbanisation s'est développée selon les axes de communications,
- le quartier sud quant à lui a fait l'objet d'opérations de grands ensembles dans les années d'après guerre. Ces opérations se sont succédées sans unité urbaine.

La fin des années 50 a été marquée par un pic de population pour atteindre un maximum en 1968 de 42 006 habitants. Depuis, la population s'est stabilisée avec au recensement de 1999, 37 143 habitants. Entre 1990 et 1999, les quartiers de grands ensembles perdent leur population.

## **1.2 LE QUARTIER SUD DE LA VILLE DANS LA POLITIQUE DE LA VILLE**

---

Le quartier sud les Tertres – Cuverons de Bagneux fait l'objet depuis 1990 d'importantes actions de développement social et de revitalisation urbaine dans le cadre de la politique de la ville : opérations de Développement Social des Quartiers et opérations de Développement Social et Urbain.

Ce quartier qui représente un territoire de 21 hectares et rassemble environ 4000 habitants constitue aujourd'hui l'un des quartiers en contrat de ville intercommunal 2000-2006 (la Zone Urbaine Sensible des Blagis) avec Bourg la Reine, Fontenay aux Roses et Sceaux (cf. illustration 2 ci-contre) et a été retenue comme site prioritaire de la politique de la ville « Pacte des Hauts de Seine » depuis 1992.

Les études réalisées au cours des années 90 ont permis de constituer le dossier de candidature à l'ANRU sur le secteur des Tertres et des Cuverons qui a été retenu comme site d'Opération de Renouvellement Urbain (cf. illustration 3 ci-contre). Les actions prioritaires s'articulent autour d'un aménagement et d'un rayonnement durable de l'Ile-de-France, de l'amélioration de la vie quotidienne et des solidarités et de favoriser l'approche territoriale.

## **1.3 L'OPERATION DE RENOUVELLEMENT URBAIN**

---

Signée le 17 janvier 2002 entre l'Etat, la Ville de Bagneux, le Conseil Général des Hauts-de-Seine, la Région Ile-de-France et la Caisse des Dépôts et Consignations, associés à ICADE Patrimoine, principal propriétaire bailleur sur le site, la convention de l'ORU définit quatre grands axes d'interventions, et marque une intervention forte de renouvellement urbain :

- la restructuration urbaine et la requalification des espaces collectifs ;
- la réhabilitation ou la reconstruction d'espaces publics ;
- la revitalisation commerciale et le développement économique ;
- le renforcement des politiques de l'emploi, de l'éducation, de la sécurité, de la prévention et le développement de la vie sociale et culturelle.

### **1.3.1 Les partenaires de la ville pour cette opération**

- La SEM 92 en tant que propriétaire du centre commercial et aménageur du quartier dans le cadre de la Convention Publique d'Aménagement confiée par le Syndicat mixte,
- Le Syndicat mixte de Bagneux, assure la maîtrise d'ouvrage opérationnelle du projet et est propriétaire de la barre des Tertres. Il est composé de la ville et du Conseil Général 92,
- La SEMABA en tant que propriétaire - gestionnaire de la barre des Cuverons et de la résidence La Fontaine, et gestionnaire de la barre des Tertres pour le compte du Syndicat Mixte de Bagneux avant sa démolition,

- ICADE Patrimoine, gestionnaire d'une partie importante des logements (anciens logements sociaux déconventionnés) pour la SCI La Fontaine,
- Le Conseil Général, le Conseil Régional, l'Etat en tant que partenaires politiques et financiers sur le projet urbain mais également sur certaines actions menées parallèlement,
- La Caisse des Dépôts et Consignation,
- La Maîtrise d'Oeuvre Urbaine Sociale pour le relogement des habitants de la barre des Tertres confiée à la SEMABA.

Le portage politique de ce dossier est assuré par le Comité de Pilotage (CP) coprésidé par le Maire de la Ville de Bagneux et le Sous-Préfet à la Politique de la Ville, il est composé de tous les signataires de la convention de l'ORU, de la SEM 92, de la SEMABA ainsi que ICADE sont associés au Comité de Pilotage.

### **1.3.2 Le contenu du projet de renouvellement**

Il s'agit de redonner sens au quartier et d'affirmer son identité paysagère pour accueillir une nouvelle forme d'urbanisation conforme aux aspirations des habitants, notamment liées au changement du statut des espaces.

Le projet se traduit par les actions suivantes sur le périmètre ORU (cf. illustration 4 ci-contre) :

- la démolition des 273 logements sociaux de l'immeuble des Tertres ;
- la reconstruction de 273 logements sociaux dont 113 sur site et 160 hors site ;
- la reconstruction de 85 logements en accession ;
- la Foncière Logement pourra réaliser un programme de 53 logements ;
- la réhabilitation et résidentialisation de l'immeuble des Cuverons ;
- l'aménagement du quartier ;
- la démolition et reconstruction de bâtiments ou d'équipements devenus inadaptés (le gymnase et le groupe scolaire Paul Eluard, le centre social et culturel de la Fontaine Gueffier, le centre commercial Sarraill).

La convention ANRU de Bagneux est passée en Comité Technique et en comité de pilotage, elle est désormais en attente de la commission au conseil régional, elle devrait être signée incessamment sous peu.

### **1.3.3 Les actions complémentaires majeures**

#### **La gestion urbaine de proximité**

La qualité du cadre de vie sur le long terme et les services rendus aux habitants sont essentiels au projet d'ensemble du quartier. C'est pourquoi la démarche d'élaboration du projet urbain est accompagnée d'une démarche de Gestion Urbaine de Proximité, pour l'amélioration du cadre de vie par des objectifs annuels et une charte partenariale débouchant sur la mise en place d'un observatoire permanent. Cette démarche favorise l'appropriation par les habitants des aménagements projetés.



### **L'observatoire social**

Il permet d'élaborer un processus de diagnostic régulier du quartier en s'appuyant sur un tableau d'indicateurs régulièrement alimenté et rassemblant les données des différents acteurs locaux (services municipaux de la jeunesse, du logement, de l'enseignement, du développement économique, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), le Centre Social et Culturel, la circonscription, la police, les associations...). Il offre donc la possibilité de développer une meilleure connaissance des problématiques sociales du quartier afin de produire des réponses appropriées et d'apprécier les évolutions engendrées par le projet.

### **La règle de quartier**

Ce projet initié en 2003 par la direction de l'ORU vise à insérer le quartier des Tertres et des Cuverons dans la dynamique de développement économique de la ville qui entend favoriser l'implantation d'activités économiques dans les quartiers prioritaires et faciliter l'accès à l'emploi des publics en difficulté (jeunes, chômeurs de longue durée, étrangers).

Dans le cadre du projet de Rénovation Urbaine, la mise en place de cette structure marque la volonté de développement d'emplois qui auront pour but la promotion du lien social et la contribution au mieux-vivre ensemble.

---

## ***2 Mes missions à la direction de l'ORU***

---

Dans le cadre de mon stage j'ai occupé temporairement le poste d'assistante du directeur Monsieur Rabjeau. J'ai donc assuré le suivi administratif et la gestion courante de la direction.

De façon permanente pendant les 3 mois de stage, j'ai plus particulièrement assuré le poste de chargé de missions. Mes tâches entraient dans le cadre de la Gestion Urbaine de Proximité et dans le cadre de la Charte Locale d'Insertion.

### ***2.1 DANS LE CADRE DE LA GESTION URBAINE DE PROXIMITE***

---

Ma commande était l'élaboration d'un cahier des charges pour la réalisation d'un guide de la Gestion Urbaine de Proximité adressé aux habitants du quartier.

De plus je devais évaluer la démarche GUP en marche depuis deux ans sur le quartier.

Cette évaluation portait sur :

- le programme d'actions 2005-2006 inscrit dans la Charte de la GUP pour lequel je devais élaborer un outil permettant d'évaluer la qualité des actions menées ;
- l'observatoire local de la GUP, où l'analyse sectorielle était privilégiée afin de tirer un bilan de la gestion courante du quartier.

### ***2.2 DANS LE CADRE DE LA CHARTE LOCALE D'INSERTION.***

---

La convention ANRU, signée prochainement, engage tous les maîtres d'ouvrage à inclure des exigences d'insertion professionnelle dans leurs appels d'offre et donc d'appliquer la charte nationale d'insertion de l'ANRU au niveau local.

Dans ce contexte j'avais pour mission d'abord de réaliser le diagnostic emploi, partie intégrante de ce plan local, et par la suite d'en proposer une première version sous l'intitulé Charte Locale d'Insertion.

## **2.3 ACTUALISATION DE L'OBSERVATOIRE SOCIAL**

---

Enfin la **mise à jour des données de l'observatoire social** représente le dernier volet des missions qui m'ont été confiées pour ce stage. Cet observatoire social a été initié et mis en place sur le quartier sud en 2004. Il répond à une mission d'observation actée dans le dossier ANRU. L'enjeu de cette démarche est de créer un système d'observation évolutif, d'établir un diagnostic du territoire, et de suivre l'évolution de ce quartier durant toute l'opération à partir d'un état zéro et suivant des indicateurs proposés dans le référentiel d'indicateurs.

Cette mission confiée au stagiaire précédent n'avait pu être achevée, j'ai donc dû poursuivre son travail. Il a été question de m'entretenir avec les acteurs locaux du quartier : principale du collège, directeur de la régie de quartier, directrice du centre Communal de l'Action Social, directrice adjointe de l'Association Intercommunale des Blagis (association d'insertion et d'accompagnement à l'emploi). Ces entretiens ont permis la récupération de données statistiques et permettent de tirer une première analyse qualitative quant à l'évolution du quartier.

Les missions attribuées dans le cadre de la GUP et de la CLI étaient prioritaires au sein de mon stage, je leur ai donc accordé une partie chacune, en ce qui concerne l'observatoire social l'actualisation des données n'étant pas achevée les résultats ne peuvent être fournis.



## DEUXIEME PARTIE :

# MISSIONS DANS LE CADRE DE LA GESTION URBAINE DE PROXIMITE



---

# **1 L'évaluation de la démarche GUP**

---

---

## **1.1 OUTILS ET CHOIX METHODOLOGIQUES**

---

### **1.1.1 La charte de Gestion Urbaine de Proximité**

Elle est l'aboutissement d'un travail initié depuis 2003 qui fait l'état des lieux des modes de gestion et des dysfonctionnements récurrents dans la gestion quotidienne du quartier.

Elle affirme le principe général de maintien d'une qualité de gestion des espaces en l'attente des différentes interventions envisagées et définit clairement les responsabilités de chacun des gestionnaires.

Ce travail a permis d'élaborer un *programme d'amélioration* de la qualité de la gestion du cadre de vie présentant sous forme de tableau les actions mises en œuvre ou prévues, à court ou à moyen terme par les gestionnaires pour l'année 2005/2006 (cf. annexe 1).

Ce programme est la base de l'évaluation de la démarche GUP.  
Le choix a été de poursuivre le tableau d'actions par un tableau d'évaluation selon des critères d'appréciation du travail effectué.

### **1.1.2 Les tableaux de bord de l'observatoire local de la GUP**

La Charte de la GUP met également en place un dispositif d'animation et de suivi de la GUP sur le territoire garantissant la pérennité de la démarche dans le temps : un observatoire local est mis en place.

Le suivi de cet observatoire se fait mensuellement lors d'un *tour de site* réunissant les techniciens de la SEMABA, d'ICADE Patrimoine, la ville, la régie de quartier, la SEM92 et la direction de l'ORU qui anime le dispositif.

A l'issue des *tours de site* est tenu un tableau de bord (cf. annexe 2) des dysfonctionnements observés. Cet outil est la base de l'analyse sectorielle de la GUP réalisée pour son évaluation.



## 1.2 L'EVALUATION GUP

---

L'évaluation de la démarche GUP s'inscrit dans le premier avenant à la Charte.

Cet avenant se compose de 4 parties :

- le préambule
- les méthodes et la synthèse de l'évaluation
- le bilan et les perspectives
- le programme d'action de 2007

Ce qui suit correspond au deux premières parties de l'avenant n°1 de la charte de la GUP.

### 1.2.1 Préambule

« La Gestion Urbaine de Proximité fait, pour les partenaires de l'ORU de Bagneux, partie intégrante du projet de renouvellement urbain, au même titre que les restructurations urbaines proprement dites.

La prise en compte de la gestion urbaine constitue en effet un moyen pour changer efficacement et à court terme l'image du quartier, sans attendre les lourdes restructurations urbaines. Elle favorise l'appropriation par les habitants des aménagements projetés. Enfin, la prise en compte dès la phase de conception des enjeux de gestion, garantit la qualité d'entretien des réalisations sur le long terme et accroît ainsi leur pérennité. »

La Charte, aboutissement d'une démarche évolutive initiée depuis 2003, concrétise un accord fort entre différents partenaires agissant sur le quartier, qui sont dotés d'une volonté d'avancer ensemble vers le même objectif, l'amélioration du cadre de vie du quartier.

Les principaux représentants de ce partenariat sont :

- les services concernés de la Ville
- la SEM 92
- la SEMABA
- ICADE Patrimoine
- les Amicales des locataires

Pour atteindre cet objectif, les partenaires ont entrepris une longue démarche de définition des besoins après avoir constaté des dysfonctionnements récurrents sur le quartier. Elle fut marquée par différentes étapes qu'il est important de rappeler afin de se situer dans une logique et un cadre précis.

- Le diagnostic en 2003, lancé par la SEM 92 et le Cabinet Habitat et Territoire Conseil est le pilier de la Gestion Urbaine de Proximité mise en place sur le quartier. Il a permis de pointer les dysfonctionnements dans la gestion urbaine, ouvrant la voie à l'élaboration d'un programme d'actions entrepris dès 2004.

- Le programme d'actions de 2004 à 2005 apporte une réponse aux dysfonctionnements constatés. Des actions à courts termes, assorties d'actions à moyen terme, ont été mises en place.
- La charte de la Gestion Urbaine de Proximité formalise la démarche entreprise pour la gestion du quartier. Les programmes d'actions vont être poursuivis autour de la définition de quatre enjeux :
  - améliorer la gestion courante ;
  - passer d'une gestion indifférenciée à une gestion adaptée à la diversité des situations et des vocations des espaces résidentiels ;
  - intégrer les enjeux de gestion au projet urbain et aux projets résidentiels en cours d'élaboration ;
  - mettre en œuvre des actions de communication, de concertation et d'information aux habitants.
- L'observatoire local de la gestion courante du quartier, initié par la Direction de l'ORU en amont de la démarche, se traduit par le suivi constant des dysfonctionnements rencontrés dans le quartier. Cet observatoire, véritable dispositif d'animation et de suivi de la GUP, s'opère par des tours de site mensuels et la tenue d'un tableau de bord. Il garantit par la même la pérennité de la démarche dans le temps.
- Des outils de suivi spécifiques en réponse à des dysfonctionnements majeurs comme la mise en place d'un réel observatoire de gestion de véhicules épaves et/ou ventouses. Ces véhicules apportent un préjudice important à la qualité de vie du quartier. Leur « non-enlèvement » participe au sentiment d'insécurité et présente de réels risques pour la population.

Pour la gestion de ce dispositif a été mis en place un partenariat comprenant :

- la ville représentée par la mission citoyenneté et vie des quartier et le service environnement ;
- la police municipale ;
- la police nationale ;
- la SEMABA ;
- ICADE Patrimoine.

Les premiers constats au 30 juin 2006 :

- 115 véhicules ventouses
- 34 épaves

Afin de formaliser le dispositif et pour un suivi constant des véhicules, une base de données concernant les épaves a été créée sur le SIG de la ville.

Aujourd'hui la Charte est un outil majeur du maintien d'une qualité de gestion des espaces en l'attente des différentes interventions envisagées. Elle clarifie les responsabilités de chacun des gestionnaires et précise les engagements concernant l'amélioration des conditions de gestion du quartier. Il convient

aujourd'hui de procéder à une première évaluation du programme d'actions.

De plus, il s'agit aujourd'hui d'engager une réflexion sur l'élaboration du prochain programme d'actions, en prenant en compte le bilan de l'évaluation, les nouveaux besoins des habitants et les évolutions prévues par le projet de renouvellement urbain, notamment le lancement des travaux.

### **1.2.2 Les évaluations**

L'évaluation mise en oeuvre porte sur :

- la méthode et les actions entreprises, afin de repérer les bons usages et les dysfonctionnements, et permettre un ajustement des interventions par les différents partenaires ;
- les modalités d'intégration des préoccupations de gestion dans l'élaboration du projet urbain et du projet résidentiel ;
- le suivi du projet et des actions qui en découlent afin de préparer la gestion urbaine future du quartier.

Elle présente :

- l'évaluation du programme d'amélioration 2005-2006, portant sur les actions mises en oeuvre.
- l'évaluation de l'outil « observatoire local de gestion urbaine » depuis 2004. Elle portera sur une analyse plus sectorielle selon le type de dysfonctionnement et la nature de l'intervention.

### **1.2.3 Tableau d'évaluation du programme d'action GUP 2005-2006**

*Le tableau ci-contre est un extrait de l'outil créé, il permet de présenter les critères d'évaluation choisis.*

*Il s'établit à partir des différentes actions du programme de 2005-2006 (cf.annexe 1).*

### **1.2.4 Evaluation de l'observatoire local de la GUP**

*Le tableau des données détaillées et la grille des codages se trouvent en annexe 3.*

Afin d'évaluer l'observatoire locale de la Gestion Urbaine de Proximité, une analyse sectorielle a été privilégiée à partir des indicateurs du tableau de bord de juillet 2006 : dates et nombre d'observation d'un dysfonctionnement, types de dysfonctionnement et d'intervention, dates de réalisation, et dates et nombre de relance.

Les dysfonctionnements les plus constatés sont des dégradations partielles, les moins représentés sont des équipements et des aménagements inadaptés.

Les réponses apportées le plus fréquemment aux dysfonctionnements constatés sont de type « interventions ponctuelles » qui confirment les conclusions précédentes.

Les interventions de types « suppression et/ou dépôt » et « travaux neufs » sont les moins souvent effectuées.

Dans le tableau de bord de juillet 2006, on compte 124 dysfonctionnements constatés. Sur cet ensemble près de 68 % des interventions entreprises ont été réalisées dont 56 % réalisées sans relance.

Cet effet est inversé pour les interventions non réalisées, 60 % d'entre elles ont fait l'objet d'une relance.

S'il l'on s'attache désormais à cibler les interventions les plus problématiques, on note que 49 % des actions entreprises sont relancées au moins une fois. Les types d'interventions les plus relancés sont celles de « gestion courante » et de « dégradations partielles ».

Dans l'objectif d'évaluer l'efficacité et l'adaptabilité des réponses apportées aux dysfonctionnements observés, nous nous attacherons à analyser les délais d'interventions et de la récurrence du dysfonctionnement.

On estime le délai d'intervention correspondant à la période de la première date d'observation du dysfonctionnement à la première date d'intervention (pas la date réelle de réalisation).

En ce qui concerne les délais d'intervention des actions de gestion courante (interventions les plus relancées), il faut compter environs 9 mois et demi pour une première intervention, pour les dégradations partielles plus de 5 mois.

La récurrence du dysfonctionnement correspond au nombre d'observation de ce dernier.

Sur l'ensemble des dysfonctionnements du tableau de bord de juillet 2006, chaque dysfonctionnement est constaté à 2,5 reprises en moyenne.

A partir des dysfonctionnement constatés depuis 2004 et 2005, et encore présents dans le tableau de bord de juillet 2006, on compte 5 dysfonctionnements constatés en 2004 sur 34 pour lesquelles il n'y a pas encore de réalisation.

Quelques caractéristiques de ces 5 dysfonctionnements :

- essentiellement des dégradations partielles
- relancés en moyenne près de 4 fois
- constatés à plus de 5 reprises en moyenne

On compte 59 dysfonctionnements de 2005 encore présents en 2006, dont pour 26 les interventions n'ont toujours pas été réalisées.

Ces dysfonctionnements sont :

- essentiellement des dégradations partielles,
- a plus de 3 reprises en moyenne relancés,
- constatés à presque 5 tours de site.



---

## ***2 Elaboration d'un cahier des charges pour la réalisation d'un guide pour les habitants***

---

### **2.1 METHODOLOGIE**

---

#### **2.1.1 Les outils disponibles**

Dans le cadre de la charte de la GUP et à travers son programme d'actions, les partenaires s'engagent à entreprendre des actions d'information, de concertation et de co-production avec les habitants.

Cet engagement s'est formalisé par la réalisation d'un document rassemblant des propositions déclinées en 8 fiches-actions.

La fiche-action n°4 correspond à la réalisation d'un guide pour les habitants (cf. annexe 4).

#### **2.1.2 Les choix méthodologiques**

Un long travail de recherche a été entrepris pour la définition du contenu du guide, d'une organisation thématique, sur la forme, et sur les partenaires à associer à l'opération.

Les partenaires clé choisis, des entretiens consultatifs ont été tenus à partir d'un questionnaire (cf. annexe 5).

### **2.2 LE CAHIER DES CHARGES**

---

Le document s'organise autour de 5 parties :

- le cadre de la mission
- la commande
- le budget
- le suivi de l'action
- la mise en place

## 2.2.1 Le cadre de la mission

Dans le cadre de la Charte de Gestion Urbaine de Proximité, la mise en œuvre des actions de communication, de concertation et d'information aux habitants est un enjeu majeur. Sur cette thématique, l'élaboration d'un guide adressé aux habitants est une des actions prévue en 2006 en partenariat avec :

- l'Amicale des locataires de la Fontaine,
- l'Amicale des locataires Tertres-Cuverons,
- le Centre Social et Culturel de la Fontaine Gueffier,
- la Mission Citoyenneté et Vie de Quartier de la ville de Bagneux,
- la Régie de Quartier,
- le service communication de la ville de Bagneux,
- d'autres associations du quartier, ainsi que les écoles et centres de loisirs,
- et tout autre partenaire souhaitant s'impliquer dans la démarche.

L'objectif de la Charte GUP en ce qui concerne l'implication des habitants dans le projet de Renouvellement Urbain se traduit par :

- l'engagement des partenaires de l'ORU pour tenir informés régulièrement les habitants des actions mises en place ;
- la volonté des maîtres d'ouvrages de travailler en partenariat et en coopération avec les habitants ;
- l'évaluation de la démarche effectuée auprès des usagers pour « mesurer l'impact des actions mises en œuvre, objectiver les dysfonctionnements observés et mesurer les attentes des habitants ainsi que la qualité du service rendu ».

Pour répondre à cet objectif, le guide, s'il veut être un outil utile, doit fournir une information de qualité.

Dans cette perspective, il doit :

- mettre à disposition une information pertinente à l'ensemble des habitants. Elle doit contenir l'essentiel des actions de la Gestion Urbaine de Proximité réalisées et à venir.
- amener l'habitant à se rendre compte de son rôle dans la gestion quotidienne du quartier. D'une façon très pédagogique, il tend à le responsabiliser pour qu'il devienne un acteur « actif » de son quartier.
- inciter à la participation.
- évaluer les actions GUP réalisées, au moyen d'un questionnaire de satisfaction en annexe du guide (cf. Fiche-Action 7 des propositions concernant l'information, la concertation, la co-production avec les habitants de la Charte de GUP)<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Cette fiche action n'est pas annexée, elle définit la proposition d'enquêtes de satisfaction auprès des habitants.

Dès lors, ce guide vise à sensibiliser les habitants à l'amélioration de la gestion quotidienne de leur quartier et à son devenir. Notre ambition, en le réalisant, est de faire en sorte qu'il devienne une source privilégiée d'information par les habitants dans leur appréhension du quartier.

## **2.2.2 La commande**

### **Les objectifs**

Pour aboutir, l'élaboration du guide, en tant qu'outil principal d'information, doit être cadrée et réfléchie.

De nombreuses questions ont alimenté la réflexion :

- comment élaborer un outil accessible à tous ?
- quels moyens mettre en place pour que le guide soit considéré, par ses destinataires, comme une source utile d'information ?
- comment inciter les habitants à se l'approprier ?
- comment « faire vivre » ce guide ?

La réalisation de ce guide exige d'apporter des réponses à ces interrogations.

### **Les pré-requis**

Le guide est un document rédigé, illustré (dessins, photos, plans ...), réaliste et permet d'identifier chaque acteur. Il sera distribué sous forme de livret ou de dépliant, d'autres formes de diffusion notamment sur les sites Internet de la ville et de l'Amicale La Fontaine sont envisagées. On peut également imaginer de le sortir en CD-Rom.

Le guide est rédigé dans un style simple, clair et précis. Il ne doit pas être trop dense. L'introduction définira précisément ce qu'est la Gestion Urbaine de Proximité.

Le nouveau visage du quartier illustré par des images 3D, jugées plus « réalistes », pourra apparaître sur la couverture. De même pour la carte des « responsabilités de gestion » du quartier qui permet aux habitants d'être informés et de pouvoir signaler à qui de droit en cas de dysfonctionnements.

Le guide sera distribué à tous les foyers du quartier. De plus, une réserve devra être prévue pour les nouveaux arrivants, ainsi que pour les associations ou structures relais du quartier, soit un total de 2000 exemplaires.

Du fait des travaux qui vont commencer sur le quartier, des mises à jour seront réalisées (Internet...). La perspective d'une éventuelle réédition devra être étudiée.

## Les thématiques

L'organisation thématique du guide permet d'aborder tous les dispositifs et toutes les actions mis en œuvre sur le quartier. Chaque thème correspondra à une couleur que le répertoire accentuera dans le cas du livret.

A travers chaque thème, l'habitant prendra conscience de la dualité de sa tâche : s'informer et agir. Le rappel des actions qu'il peut entreprendre en cas de dysfonctionnements constatés en est une illustration.

### ▪ L'Opération de Renouvellement Urbain

Présenter l'ORU, son équipe, son fonctionnement et les partenaires associés au projet.

Rappeler les grandes lignes du projet de rénovation urbaine.

Expliquer la démarche de Gestion Urbaine de Proximité en mettant l'accent sur les conséquences des actions de l'habitant sur son quartier.

### ▪ La qualité du cadre de vie

Expliquer précisément le fonctionnement du ramassage des ordures ménagères, du tri sélectif et des encombrants en mettant en avant le respect des jours et des points de ramassage.

Mettre en avant les actions relatives à l'entretien du quartier (effectuées par la Régie de Quartier) et à l'embellissement des espaces verts pour susciter leur préservation.

### ▪ Le stationnement

Informar sur les parcs de stationnements disponibles et des contacts et démarche à suivre pour l'obtention d'une place (bailleurs...).

Définir et expliquer l'observatoire des épaves : recensement des véhicules, la responsabilité d'action des bailleurs et leurs contacts, la procédure de suivie pour chaque enlèvement.

Indiquer les contacts et les tarifs pour enlever un véhicule.

Localiser les nouvelles places réservées aux handicapés et rappeler le respect de celles-ci.

### ▪ Les structures et les partenaires de la participation et de la concertation

Rappeler les lieux d'information et d'accueil, notamment l'Inf'ORU.

Présenter le cahier des doléances –spécial habitant : si signalement d'un dysfonctionnement, obligation de résultat ou de résolution du problème.

Rappeler les lieux et les fréquences des Conseils de quartier.

Mettre en avant la présence indispensable des habitants.

Présenter les différentes structures relais de la participation : la mission Citoyenneté et Vie des quartiers, les amicales des locataires...

Expliquer le rôle de lien que l'adulte relais – médiateur de ville entretient avec les habitants et les différents partenaires du territoire.

Rappeler les rôles des bailleurs et des Amicales des locataires. Fournir les contacts notamment des antennes de proximité des bailleurs.

▪ Les structures et les partenaires pour l'insertion et pour l'emploi

Présenter la Régie de Quartier en tant que structure d'insertion.

Présenter les opportunités qu'offre la Charte Locale d'Insertion, et donner le contact du porteur du projet et de ses partenaires : PLIE, AIB, Mission locale...

Il est important de préciser aux habitants que ces dispositifs ne peuvent rendre de résultats sans leurs concours. Afin de les responsabiliser, et d'une façon autre que de les effrayer par le coût, l'évocation en volume, de déchets ramassés par exemple, peut être plus poignante.

La question des incivilités est, tout de même, à aborder avec précaution, car on touche aux notions de citoyenneté, de respect et de devoirs citoyen pour lesquelles la réponse n'est surtout pas un discours moraliste et généralisateur.

### Les annexes

▪ Les adresses et contacts utiles :

Les numéros d'urgence,

Les associations sur le quartier (par thèmes, un résumé de leurs actions),

Le Centre Social et Culturel : « la personnalité » du lieu, ses activités, les permanences (CAF, assistante sociale, conseiller juridique..),

Les bailleurs (antennes de proximité),

L'ORU,

La Maison de la Justice et du Droit,

L'ANPE,

Les écoles

La mairie annexe, rappel des prestations offertes. Renvoi à d'autres outils pour l'information municipale,

Rappel des contacts précédents.

▪ Un glossaire « Nos mots ⇔ Vos mots »

Dans une démarche de vulgarisation de la GUP, un glossaire sous le titre « Nos mots ⇔ Vos mots », résultat d'un groupe de travail constitué d'habitants et de professionnels, sera réalisé.

▪ L'enquête de satisfaction sous la forme d'un questionnaire adressé aux habitants.



### 2.2.3 Le budget

La réalisation de ce guide peut être envisagée soit en interne, soit en externe, elle aura alors un coût.

Un devis a été demandé et a permis d'évaluer le coût que cela représente.

Il a été effectué pour un document imprimé à 2 000 exemplaires :

- de format 10 x 21
- de 28 pages recto verso
- couleurs

Le devis estime :

- la maquette et réalisation à 1 998 € HT
- l'impression à 2 992 € HT

Soit un coût total de 4 992 € HT soit 5 992 € TTC.

Ce devis ne prend pas en compte les illustrations et la rédaction, étant donné qu'elles seront réalisées en majorité en interne et n'induiront donc pas de coût.

Le porteur du projet devra rechercher des sources de financement.

### 2.2.4 Le suivi de l'action

Le suivi de l'action privilégie un travail partenarial. Il s'appuie sur deux instances :

- un comité de suivi, constitué des représentants de chacune des structures partenaires, validera le projet. Il se réunira pour une pré-validation et pour la validation finale.
- Un coordinateur de l'action qui :
  - anime les réunions de travail entre les différents partenaires
  - définit les modalités de réalisation
  - met en place la consultation et la participation
  - assure le suivi

Initiée par l'ORU, la coordination pourra être confiée à l'adulte relais – médiateur de ville en cours de recrutement, ou à tout autre partenaire.

## 2.2.5 La mise en place

### L'élaboration

Le rôle et les engagements de chacun des partenaires quant à la mise en place et l'animation de groupes de travail devront être définis.

Divers ateliers de réalisation / rédaction sont alors possibles :

- associer les enfants à la mise en forme du guide (dessins, écriture, perception...) par un rapprochement avec les écoles (une classe) et/ou le Centre Social et Culturel (un groupe attemé) ;
- mettre en scène le regard de l'enfant : comment il bouge, utilise les espaces dans le quartier.  
Le regard de l'enfant pourra être agrémenté du regard des femmes en tant que mère (se rapprocher des associations de femmes).
- envisager la création d'un atelier d'écriture entre professionnels et habitants pour réaliser le glossaire, particulièrement pour définir la GUP, ainsi que pour définir les différents sigles. Il s'agira de se rapprocher des associations portant des activités d'alphabétisation comme l'Association Intercommunale des Blagis ou le GERMAE;
- développer le caractère ludique du document : imaginer un parcours dans le quartier, sous forme de jeu, mettant en scène des habitants dans leurs activités quotidiennes au sein du quartier ;

Dans le cadre de ces ateliers, les objectifs et les missions à réaliser de même que les délais doivent être définies au préalable.

Le choix a été fait de privilégier le regard et la perception de l'enfant de son quartier car le fait est, que l'information circule principalement dans le sens de l'enfant à l'adulte.

Il est important de mobiliser les associations ou les structures partenaires dans la formalisation de leurs engagements sans quoi la réalisation du guide est compromise.

A l'issue de ces ateliers, le comité de suivi devra se réunir en « comité de rédaction » afin de faire le choix sur le mode de restitution de la participation des habitants, et acter les supports retenus en apportant les ajustements nécessaires à la cohérence du guide.

### La rédaction | mise en forme

Une fois les options choisies et élaborées, la rédaction globale et finale du document sera présentée par le coordinateur et validée par les différents partenaires.

Lorsque la rédaction sera finalisée, l'appui d'experts (graphiste, maquettiste...) sera nécessaire pour travailler à sa mise en forme. Néanmoins, il peut être

envisagé de constituer un nouvel atelier pour la réalisation de la maquette qui se concrétisera par un nouvel engagement d'un des partenaires disposant du matériel informatique indispensable pour la faisabilité de l'opération.

### **La validation**

Le comité de suivi se réunira à mi parcours du projet pour valider les options choisies présentées par le coordinateur.

Par la suite, il se réunira pour valider le document final avant son impression. Une parution pour le premier semestre 2007 peut être envisagée.

### **La communication**

Une communication sera menée pour informer les partenaires et les habitants de la sortie d'un guide sur la Gestion Urbaine de Proximité (affichage, articles dans le Bagneux Infos, dans la lettre d'Inf'ORU, dans les supports des différents partenaires...). Une « soirée de lancement » où des extraits du guide seront lus peut être envisagée.

Par la suite le guide sera diffusé à tous les foyers du quartier, une personnalisation du pli dans l'objectif d'inciter l'intérêt du destinataire, pourrait être envisagée.

Un relais du document dans les associations et structures municipales et partenariales du quartier est indispensable. Il sera important de faire référence au guide dès qu'aura lieu un contact avec les habitants (Adulte-Relais, Conseils de quartier, gardien, police...) sur ses thématiques. Il faudra s'assurer auprès des bailleurs qu'ils donnent le guide aux nouveaux arrivants.

**Un planning prévisionnel de l'opération doit être précisé.**

# TROISIEME PARTIE : MISSIONS DANS LE CADRE DE LA CHARTE LOCALE D'INSERTION



---

# 1 Le Diagnostic Emploi

---

---

## 1.1 NOTE METHODOLOGIQUE

---

Cette note méthodologique est une partie intégrée dans le diagnostic emploi pour sa bonne compréhension.

### 1.1.1 Une mission obligatoire dans la convention de l'ANRU

Selon l'article 10 de la loi n°2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, l'ANRU doit se doter d'une « Charte d'Insertion qui intègre dans le programme national de rénovation urbaine des exigences d'insertion professionnelle des habitants des zones urbaines sensibles ».

Le porteur de projet faisant l'objet d'une convention avec l'ANRU doit alors se conformer à cette charte. Il s'engage à élaborer et à adopter, avec le Préfet et les partenaires locaux, un plan local d'application dans le respect des dispositions de la Charte nationale. Ce plan doit prévoir :

- un diagnostic de l'emploi sur les quartiers concernés
- la définition des engagements qui doivent être pris
- la mise en place d'une structure opérationnelle
- la définition du pilotage et du suivi
- l'organisation de l'information aux habitants

L'enjeu principal dans l'élaboration de ce diagnostic de l'emploi est la prise en compte par chacun des partenaires de la nécessité d'instaurer des instruments permettant de suivre les évolutions en terme d'activité, d'emploi et de chômage au sein d'un périmètre restreint.

### 1.1.2 Les éléments de méthode

Afin de réunir tous les indicateurs pertinents et utiles à l'analyse de l'emploi sur le quartier, différentes méthodes ont été utilisées :

- lecture du bilan 2005 de l'Observatoire National des ZUS, particulièrement les volets emploi et activité économique ;
- lecture et analyse du référentiel d'indicateurs de l'observatoire social concernant les thématiques emploi - insertion et précarité ;
- analyse qualitative par la lecture du recueil des entretiens de la dernière mise à jour de l'observatoire social permettant une approche plus sensible du rapport à l'emploi sur le quartier ;



- recueil quantitatif des données nécessaires.

L'outil principal pour l'élaboration du diagnostic de l'emploi sur le quartier est le tableau d'indicateurs ci-joint.

Ce tableau s'organise autour de différents thèmes partant d'un regard global de la situation de l'emploi vers l'analyse de structures plus locales recevant notamment le public concerné.

Répertorié par thèmes, il énonce les données principales à récupérer et leurs sources. Afin qu'il puisse servir de tableau de suivi dans la démarche de recueil, il se divise selon les échelles auxquelles on souhaite avoir les données. Le choix des cadres de référence est la ZUS les Blagis et la ville de Bagneux. Ils vont permettre ainsi d'ouvrir l'analyse à la comparaison. Les tableaux détaillés des données sont disponibles en annexe de ce document.

### 1.1.3 Les limites

Le choix du périmètre pour l'étude a été fixé à la ZUS les Blagis présente sur la commune de Bagneux, que nous nommerons ZUS de Bagneux (cf. illustration 2 p 6).

La ZUS les Blagis est une Zone Urbaine Sensible intercommunale ne respectant pas les limites administratives. Elle se partage sur quatre communes : Bagneux, Fontenay-aux-Roses, Sceaux et Bourg la Reine.

Les statistiques se moulent souvent aux zonages administratifs, la ZUS des Blagis n'y correspond donc pas. En ce qui concerne le cas de la ZUS intercommunale, les statistiques épousent cette nouvelle entité mais ne cherchent pas à pousser l'analyse à « l'infra-périmètre », ou du moins à faire l'état des lieux et à estimer les impacts de la ZUS pour chaque commune indépendamment des autres.

Le périmètre infra-communal choisi est une échelle qui n'a que très ponctuellement été exploitée ; afin de recueillir les données la procédure suivie a donc été le « rue par rue » diffusée aux différentes structures d'insertion. Cependant le développement inégal de l'outil statistique à l'échelle infra communale et de la complexité de certaines questions amènent à utiliser d'autres échelles comme les Iris 2000. Les Iris sont les périmètres statistiques de l'Insee, leurs données datent du dernier Recensement Général de la Population de 1999.

Le périmètre étudié recouvre plusieurs Iris (de 0112 à 0117, cf. annexe 6) qui dépassent ses limites, afin de décider d'inclure ou non dans le périmètre les Iris à cheval on opte pour la règle de localisation de la majorité apparente de la population de l'Iris.

L'exactitude des données à ce niveau extra local n'est pas complètement assurée mais faute de données plus satisfaisantes, ces résultats permettent de rendre compte d'un premier état des lieux de l'emploi dans le quartier et des problématiques conséquentes. Dans le tableau de suivi, à chaque thème abordé est précisé les limites des données récupérées, les précautions à prendre dans leurs analyses et le degré d'intérêt à y accorder.

## 1.2 INTRODUCTION

---

Le diagnostic de l'emploi s'inscrit dans la Charte Locale d'Insertion, il a pour objectif de faire un état des lieux de l'emploi, du chômage et de l'insertion dans le quartier Tertre - Cuverons de Bagneux inscrit en Opération Renouvellement Urbain.

L'emploi dans ce quartier apparaît souvent être l'élément déclencheur de tout : par son « manque » il encourage le processus d'exclusion et par sa « présence » il entraîne l'intégration. Où en est la population active des Tertres -Cuverons face au marché du travail ?

L'Observatoire National des ZUS dans son bilan 2005, constate une stabilisation du chômage au niveau national comme pour les territoires en ZUS. Il est noté également une baisse des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE habitant dans une ZUS. Cependant il remarque une multiplication des situations intermédiaires entre l'emploi et le chômage.

Paradoxalement le taux de chômage reste élevé dans les ZUS, il atteint plus de 20 % soit environ le double de la moyenne nationale et de la moyenne des agglomérations ayant une ZUS.

Les faits les plus marquants du bilan sont la féminisation des situations précaires et du chômage, et l'augmentation des demandeurs d'emploi qualifiés alors que le nombre total diminue dans ces quartiers.

Ces conclusions à l'échelle nationale se vérifient-elles au sein de la ZUS les Blagis et plus particulièrement sur le périmètre de Bagneux ? C'est ce que tente de vérifier ce premier diagnostic.

Ce diagnostic se compose de 4 parties :

- L'emploi
- La précarité
- L'insertion
- Une synthèse

## **1.3 L'EMPLOI**

---

### **1.3.1 Les données de cadrage**

La ZUS de Bagneux compte 11 445 habitants, soit 30 % de la population de Bagneux.

Cette population détient une forte proportion de jeunes, près de 30% de la population est âgée de moins de 20 ans.

### **1.3.2 L'emploi**

Le taux de chômage dans la ZUS de Bagneux a été estimé à plus de 16 % (14,1 % pour la ZUS des Blagis et 13,4 % pour Bagneux).

Le taux d'activité est faible et est estimé à 49 %, cela signifie que une personne sur deux sur le quartier est susceptible d'être en activité. Ce résultat prend encore plus d'ampleur lorsqu'on le compare au taux d'activité du périmètre de la ZUS des Blagis qui s'élève à 75 % et 63 % sur l'ensemble de la ville de Bagneux.

En juillet 2006, on compte 2868 demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE à Bagneux, dont 31% résident dans le périmètre de la ZUS de Bagneux. Ces Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois (DEFM) sont à plus de 51 % des hommes dans la ZUS Bagneux comme sur l'ensemble des DEFM de Bagneux.

Ce chômage touche à plus de 52 % les plus 35 ans. Les 35-50 ans représentent plus de 38 % des DEFM du périmètre étudié, les 25-35 ans plus de 35 %. Il faut souligner que les DEFM de plus de 50 ans sont plus représentés que les moins de 25 ans, respectivement 13,8% et 12,2%.

### **1.3.3 L'activité économique sur le quartier**

241 établissements sont recensés sur le périmètre de la ZUS de Bagneux. Ils correspondent à 1/5 des entreprises sur l'ensemble de la ville de Bagneux pour seulement 7 % de la superficie totale de la ville. On notera toutefois la présence relativement positive de l'activité économique dans le quartier.

De nombreux secteurs sont représentés sur le quartier mais les services restent l'activité majoritaire comme pour la ville de Bagneux. L'activité commerciale est aussi remarquable du fait de l'élargissement du périmètre jusqu'au Centre commercial des Bas Longchamps.

L'activité économique du quartier est basée essentiellement sur de petites entreprises n'employant pas plus de 2 salariés.

## 1.4 LA PRECARITE

### 1.4.1 Les revenus des habitants

On dénombre 4309 ménages fiscaux sur le quartier regroupant 7408 Unités de Consommation<sup>2</sup> (UC).

Le revenu fiscal moyen par UC s'élève, en 2001, à 12 718 € pour la ZUS de Bagneux. Il est inférieur à la moyenne de l'ensemble de la ZUS les Blagis qui est de 13 844 € ainsi qu'à la moyenne communale s'élevant à 14 880 €.

Ce revenu fiscal est largement alimenté par les revenus salariaux, la proportion s'élevant à 78 % pour la ZUS de Bagneux et à 76 % pour la commune de Bagneux. 36 % des ménages dans la ZUS de Bagneux ne sont pas imposés pour 34 % dans l'ensemble de la ZUS les Blagis et 31 % pour Bagneux.

### 1.4.2 Les allocataires CAF

La précarité est mesurable au regard du nombre et de la typologie des allocataires CAF. En 2005, le nombre d'allocataires CAF sur la ZUS de Bagneux s'élèvent à 1175 foyers, rappelons que la population totale du quartier est estimée à 11445 habitants (INSEE, RGP 99).

Ces allocataires représentent près de 32 % de la population du quartier et près de 10 % des bagnéolais.

La ZUS de Bagneux confirme les moyennes communales en ce qui concerne la typologie des allocataires CAF. En effet on constate que **la part des allocataires en dessous du seuil des bas revenus est de 62 % (taux identique pour la ZUS de Bagneux et pour la ville)**. De plus la tranche d'âge des 40-59 ans est la plus représentée dans les allocataires.

41% des allocataires CAF de la ZUS de Bagneux en dessous du seuil des bas revenus sont des personnes isolées (46 % pour Bagneux).

41 % des allocataires CAF de la ZUS de Bagneux au dessus du seuil des bas revenus sont des couples avec enfant(s) (39 % pour Bagneux).

Une précarité certaine s'est installée sur le quartier, on notera des proportions légèrement plus forte de DEFM (31,5 % des allocataires CAF) et des RMistes (27% des allocataires CAF).

---

<sup>2</sup> Unité de consommation : Système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage.

UC = 1 allocataire,

0,5 par adulte et enfants de 14 ans et plus,

0,3 par enfant de moins de 14 ans.

On ajoute 0,2 pour les familles monoparentales.

## 1.5 L'INSERTION

Ces données nous indiquent que le quartier possède des populations fragilisées et souvent les plus exposées à la rupture sociale ou au processus d'exclusion.

### 1.5.1 Les structures d'insertion

Il existe sur le quartier de nombreuses structures d'insertion et de formation pour accompagner les habitants en difficulté face au marché du travail :

- Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) de la ville de Bagneux est un dispositif d'aide et d'accompagnement pour l'insertion par l'économique.
- La Mission locale est une association visant les publics jeunes, elle les aide et les accompagne dans le processus de recherche d'un emploi.
- L'Association Intercommunale des Blagis œuvre pour tout le département, elle propose de nombreuses formations, notamment les Ateliers Pédagogiques Personnalisés, ainsi que des accompagnements à la recherche d'emploi, comme l'action Insertion des Jeunes par l'Emploi et la Formation.
- L'Association Fontaine Solidarité Chômeurs reçoit tout public, propose différentes activités pour l'alphabétisation, et la remise à niveaux bureautique.

**Tableau : Les publics prioritaires**

Nombre de personnes suivies	ZUS DE BAGNEUX		BAGNEUX 2005
<b>Le PLIE (bénéficiaires)</b>	205 Entrées depuis 2001 jusqu'à 2005		672 Entrées depuis 2001 jusqu'à 2005
	39 Entrées en 2005		159 Entrées en 2005
<b>La Mission locale (jeunes)</b>	368 De janvier 2005 à juillet 2006		926
<b>L' Association Intercommunale des Blagis 2005/2006</b>	259 (219 sans double compte)		NR
<b>La Fontaine Solidarité Chômeurs Année 2006 extrapolée</b>	238 huit mois	357 extrapolé	223

## **Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE)**

Le PLIE, depuis le début du dispositif en 2001 jusqu'à décembre 2005, a accueilli et suivi 205 bénéficiaires de la ZUS de Bagneux soit plus de 30 % de l'ensemble des bénéficiaires sur Bagneux. Les bénéficiaires du périmètre, entrés dans le dispositif en 2005 représentent plus de 24% de l'ensemble du public suivi.

Sur ces bénéficiaires, les problématiques suivantes se confirment concernant l'accès à l'emploi :

- 49 % des bénéficiaires sont des chômeurs de longue durée,
- une féminisation du public en difficulté, sur 205 bénéficiaires presque 60 % sont des femmes,
- un faible niveau de qualification, sur l'ensemble des 205 bénéficiaires 42 % ont un niveau de formation V 3,
- 30 % sont des allocataires du RMI.

En 2005, sur 20 sorties la moitié est positive dont 70 % en emploi et 30% en formation. Ces conclusions pour la ZUS de Bagneux vont dans le même sens que pour l'ensemble du public bénéficiaires du PLIE.

Précisons que sur la totalité des sorties en emploi pour les bénéficiaires de la ZUS Bagneux plus de 70 % sont des sorties en CDI.

## **La Mission locale**

Elle a accueilli 368 jeunes de la ZUS de Bagneux de janvier 2005 à juillet 2006 soit plus de 1/ 3 de l'ensemble du public reçu de Bagneux.

Les jeunes de la ZUS de Bagneux sont :

- en majorité des femmes,
- à plus de 55% des jeunes âgés entre 19 et 22 ans,
- peu qualifiés, 4 % seulement ont un niveau d'études supérieures (niveaux I, II et III), 1/4 ont un niveau IV, 36% un niveau V, plus de 20% un niveau V bis et 6 % un niveau VI.

---

<sup>3</sup> Niveaux de formation :

niveau VI équivaut à une sortie de la scolarité avant la 3<sup>ème</sup>

niveau V équivaut à un BEP ou CAP ou CEP ou SES

niveau IV équivaut au Baccalauréat

niveau I, II et III équivalent à Bac + 2 ou plus



### **L'Association Intercommunale des Blagis (AIB)**

219 personnes sont accueillies et suivies sur l'année 2005/2006 sur le périmètre de la ZUS de Bagneux.

56% d'entre elles sont concernées par des activités d'accompagnement à la recherche d'emploi.

Le public de la ZUS de Bagneux suivi par l'association diffère selon qu'il est en formation ou en accompagnement emploi :

- pour les deux situations le public est majoritairement féminin,
- plus de 40 % de jeunes de moins de 26 dans l'accompagnement à l'emploi,
- la répartition par âge est plus partagée dans les activités de formation :
  - les 26 – 40 ans sont légèrement majoritaires avec 35 % de l'ensemble des personnes en formation,
  - 33% pour les moins de 26 ans,
  - et 28 % pour les 40 – 50 ans.
- en formation, 74 % de la population ZUS de Bagneux est d'origine étrangère tandis qu'elle ne s'élève qu'à 31 % dans l'accompagnement à l'emploi,
- le niveau de qualification des populations qui suivent des formations est très bas, presque 60 % sont à un niveau VI. On constate, cependant, que le niveau est supérieur pour les activités emploi, à savoir 48 % sont de niveau V et 30 % ont un niveau IV.

### **L'Association Fontaine Solidarité Chômeurs (FSC)**

A partir des chiffres extrapolés du public reçu dans les 8 premiers mois de 2006, la FSC accueille en 2006, 357 personnes résidentes dans la ZUS de Bagneux.

La typologie du public suivi par la FSC confirme certaines problématiques vues précédemment :

- la féminisation du public reçu avec environ 60 % de femmes,
- la répartition par âge du public confirme les données de l'AIB :
  - les 36-50 ans sont les plus représentés avec 37 %,
  - la part des 26 - 35 ans représente 28%,
  - les moins de 26 ans, 24%.
- sur l'ensemble du public ZUS de Bagneux, uniquement 16% sont en sortie positive, dont 51 % en CDD, 40 % en CDI et 9 % en formation.

Toutes structures d'insertion confondues les caractéristiques les plus saillantes apparaissent, comme :

- un public féminin
- un public jeune
- et un niveau de qualification relativement faible avec presque  $\frac{3}{4}$  de la population ayant un niveau égal ou inférieur au CAP et BEP.

Public reçu toutes structures confondues	ZUS DE BAGNEUX
<b>Nombre de personnes suivies</b>	<b>1189</b>
hommes	<b>43 %</b>
femmes	<b>57 %</b>
<b>Répartition par ages</b>	
Moins de 26 ans	<b>50 %</b>
26 – 45 ans	<b>26 %</b>
36 – 50 ans	<b>20 %</b>
plus de 50 ans	<b>4%</b>
<b>Répartition par niveaux scolaire</b>	Sur un total de 762 personnes (données FSC non communiquées et 70 personnes Non renseignées).
niveau VI	<b>17 %</b>
niveau V bis	<b>15 %</b>
niveau V	<b>42 %</b>
niveau IV	<b>22 %</b>
Niveaux I, II et III	<b>4 %</b>

### 1.5.2 Les réalités de l'emploi

D'après ces résultats, on constate qu'une forte proportion de la population du quartier est accueillie dans les structures d'insertion. Cette forte fréquentation prouve une importante fragilité des populations du quartier en âge de travailler. On note que plus des  $\frac{3}{4}$  du public reçu est demandeurs d'emplois inscrits à l'ANPE.

Il faut tout de même souligner que cette fréquentation se traduit par une volonté de retrouver du travail et par une forte mobilisation des structures. Selon certaines associations, notamment l'AIB, cette volonté peut être satisfaite par l'acquisition de « n'importe quel emploi ».

D'ailleurs, comme le constate la Mission locale, l'accès à l'emploi est plus facile mais se sont essentiellement des emplois précaires. La FSC précise que lorsque la moitié de son public est en retour à l'emploi, c'est le cas pour uniquement 1/6 des personnes résidentes dans la ZUS de Bagneux.

Selon l'AIB, ce public ne remarque pas le décalage qu'il y a entre les demandes des entreprises et leur parcours professionnel. En effet le public prioritaire et particulièrement les jeunes ne s'intègrent que très peu dans un projet

professionnel et leur faible niveau de qualification rend alors difficile et long leur parcours pour aboutir à un emploi durable.

Il faut souligner qu'il existe un « chômage plus âgé » qui est dans une logique de retour à l'emploi immédiat sans exprimer le besoin d'une remise à niveau ou d'une formation.

L'association FSC constate une augmentation des 26-35 ans avec une légère augmentation du niveau de qualification. Ce phénomène doit être surveillé car de plus en plus de jeunes qualifiés sont victimes de discrimination.

## **1.6 SYNTHÈSE**

---

Le quartier ZUS de Bagneux compte 11 445 habitants soit 30 % de la population de la ville de Bagneux.

Sur le plan social on note des éléments marquants :

- une forte proportion de jeunes, près de 30 % de la population a moins de 20 ans,
- une précarité installée : le revenu fiscal moyen est de 12 718 €, il est inférieur à la moyenne de Bagneux de 14 880 €. De plus, on note que 62 % des allocataires CAF sont en dessous du seuil des bas revenus, et 36 % des ménages sont non imposés (31 % pour Bagneux).

Sur le volet Emploi :

- **un taux de chômage fort** s'élevant à plus de 16%, il est plus important que sur la ville et sur l'ensemble de la ZUS des Blagis, respectivement 13 % et 14%. On note que 32 % des DEFM de Bagneux résident dans le périmètre de la ZUS de Bagneux,
- **un chômage qui touche à plus de 51% les plus de 35 ans** : les 35-50 ans représentent 38,3%, les 25-35 ans 35,7%. De plus, la part des demandeurs d'emploi de plus de 50 ans est plus importante que celle des moins de 25 ans, respectivement 13,8% et 12,2%,
- **un taux d'activité faible de 49 %** en comparaison à 63 % sur Bagneux,
- **un niveau de qualification bas**, à partir des statistiques toutes structures d'insertion confondues 42 % du public atteint un niveau V (BEP/ CAP).

Ces premiers constats indiquent que le quartier possède des populations fragilisées et souvent exposées à la rupture sociale.

D'autre part on constate un accueil important des demandeurs d'emplois du quartier dans les structures d'insertion : Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), Mission locale, l'Association Intercommunale des Blagis (AIB), l'association Fontaine Solidarité Chômeurs (FSC) ...

Des caractéristiques du public reçu se retrouvent dans ces différentes structures :

- un public féminin
- un public jeune
- un niveau de qualification relativement faible

On peut souligner que 30 % des bénéficiaires du PLIE sont des personnes de la ZUS de Bagneux dont 49 % des demandeurs d'Emploi de Longue Durée.

La Mission locale reçoit 1/3 de son public jeune du périmètre. Elle constate une augmentation des jeunes de 19-22 ans.

Les différentes structures d'insertion mettent l'accent sur le retour à l'emploi difficile des populations issues de la ZUS de Bagneux (1/6 du public ZUS Bagneux de la FSC est en sorties positives pour 1/2 sur l'ensemble du public).

Cette difficulté est plus importante pour le retour à un emploi durable du fait de la faible qualification du public, supposant un parcours d'insertion plus long. Sans oublier une part des DEFM plus âgés qui sont dans une logique de retour à l'emploi immédiat.

---

## **2 Elaboration de la Charte Locale d'Insertion**

---

---

### **2.1 METHODOLOGIE**

---

#### **2.1.1 Les outils disponibles**

**La charte nationale d'insertion de l'ANRU (Cf. annexe 7)**

Cette charte est applicable aux porteurs de projets et aux maîtres d'ouvrage contractant avec l'ANRU. Ils ont en effet obligation dans les 6 mois après signature de la convention, d'élaborer le plan local d'application de la charte qui intègre des exigences d'insertion professionnelle pour les habitants des quartiers concernés.

#### **Le partenariat déjà construit**

Avant mon arrivée deux réunions d'information aux partenaires et de concertation avaient eu lieu, dans lesquelles les grandes orientations de la charte ont été définies.

#### **2.1.2 Les choix méthodologiques**

Afin de savoir comment formaliser le document, un travail de recherche d'exemples et de documentation sur la charte locale d'insertion a été réalisé. Par la suite des contacts avec d'autres sites ANRU élaborant ce plan local ont été pris.

Enfin un rapprochement avec les structures d'insertion sur le quartier a permis, par l'intermédiaire d'entretiens, de connaître les réalités de l'insertion professionnelle des populations en difficulté des quartiers prioritaires.

---

### **2.2 PREMIERE VERSION DE LA CHARTE LOCALE D'INSERTION**

---

Cette première version de la CLI se compose des parties désignées dans la charte nationale de l'ANRU :

- Le diagnostic emploi : dans la CLI, il correspond à la synthèse du diagnostic présenté précédemment ;
- Les engagements des maîtres d'ouvrage et des porteurs de projet ;
- le pilotage, le suivi et la mise en œuvre du projet ;
- l'information aux habitants.

## 2.2.1 Préambule

La ville de Bagneux s'est engagée depuis la fin des années 90 pour que le quartier Sud, les Tertres - Cuverons, soit inscrit en Opération de Renouvellement Urbain.

Ce projet de rénovation urbaine, piloté par la ville de Bagneux, propose une restructuration complète du secteur ayant des objectifs urbains, économiques et sociaux.

La convention de l'ANRU a été signée le ... par (signature prévue avant la fin de l'année 2006) :

- L'Etat représenté par le Préfet,
- L'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine,
- La ville de Bagneux,
- Le Conseil Régional d'Ile de France,
- Le Conseil Général des Hauts-de-Seine,
- La Caisse des Dépôts et Consignations,
- Le Syndicat Mixte de Bagneux,
- La Société d'Economie Mixte Agir pour Bagneux,
- L'Association Foncière Logement.

Par la présente Charte Locale d'Insertion, les signataires s'engagent à appliquer l'article 11 de la convention pour lequel ils doivent répondre aux besoins d'insertion sociale et professionnelle des habitants du quartier.

Ce projet de renouvellement urbain est une véritable opportunité pour le développement social du quartier par l'intermédiaire des emplois qui vont être créés lors des travaux. Cette charte, en s'adressant aux publics résidents dans le quartier, va alors leur favoriser l'accès à l'emploi.

Le projet se traduit par :

- la démolition de 273 logements de l'immeuble des Tertres,
- la reconstruction de 273 logements sociaux (113 sur le site, 160 hors site),
- la reconstruction de 85 logements en accession,
- la construction d'un programme de 53 logements (50% libres et 50% PLS) par la Foncière Logement,
- la réhabilitation et la résidentialisation de l'immeuble des Cuverons,
- l'aménagement du quartier,
- la démolition et la reconstruction du Centre Social et Culturel de la Fontaine Gueffier, du groupe scolaire et du gymnase Paul Eluard.

La Charte Locale d'Insertion comprend 4 parties :

- le diagnostic emploi
- les engagements des maîtres d'ouvrage et des porteurs de projet
- le pilotage, le suivi et la mise en œuvre du projet
- l'information aux habitants



## 2.2.2 Diagnostic de l'emploi

Le quartier ZUS de Bagneux compte 11 445 habitants soit 30 % de la population de la ville de Bagneux.

Sur le plan social on note des éléments marquants :

- une forte proportion de jeunes, près de 30 % de la population a moins de 20 ans,
- une précarité installée : le revenu fiscal moyen est de 12 718 €, il est inférieur à la moyenne de Bagneux de 14 880 €. De plus, on note que 62 % des allocataires CAF sont en dessous du seuil des bas revenus, et 36 % des ménages sont non imposés (31 % pour Bagneux).

Sur le volet Emploi :

- **un taux de chômage fort** s'élevant à plus de 16%, il est plus important que sur la ville et sur l'ensemble de la ZUS des Blagis, respectivement 13 % et 14%. On note que 32 % des DEFM de Bagneux résident dans le périmètre de la ZUS de Bagneux,
- **un chômage qui touche à plus de 51% les plus de 35 ans** : les 35-50 ans représentent 38,3%, les 25-35 ans 35,7%. De plus, la part des demandeurs d'emploi de plus de 50 ans est plus importante que celle des moins de 25 ans, respectivement 13,8% et 12,2%,
- **un taux d'activité faible de 49 %** en comparaison à 63 % sur Bagneux,
- **un niveau de qualification bas**, à partir des statistiques toutes structures d'insertion confondues 42 % du public atteint un niveau V (BEP/ CAP).

Ces premiers constats indiquent que le quartier possède des populations fragilisées et souvent exposées à la rupture sociale.

D'autre part on constate un accueil important des demandeurs d'emplois du quartier dans les structures d'insertion : Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), Mission locale, l'Association Intercommunale des Blagis (AIB), l'association Fontaine Solidarité Chômeurs (FSC) ...

Des caractéristiques du public reçu se retrouvent dans ces différentes structures :

- un public féminin
- un public jeune
- un niveau de qualification relativement faible

On peut souligner que 30 % des bénéficiaires du PLIE sont des personnes de la ZUS de Bagneux dont 49 % des demandeurs d'Emploi de Longue Durée. La Mission locale reçoit 1/3 de son public jeune du périmètre. Elle constate une augmentation des jeunes de 19-22 ans.

Les différentes structures d'insertion mettent l'accent sur le retour à l'emploi difficile des populations issues de la ZUS de Bagneux (1/6 du public ZUS Bagneux de la FSC est en sorties positives pour 1/2 sur l'ensemble du public). Cette difficulté est plus importante pour le retour à un emploi durable du fait de la faible qualification du public, supposant un parcours d'insertion plus long.

Sans oublier une part des DEFM plus âgés qui sont dans une logique de retour à l'emploi immédiat.

### **2.2.3 Les engagements des maîtres d'ouvrage et porteurs de projet**

#### **Les objectifs d'insertion**

Les porteurs de projet s'engagent à réserver aux habitants du quartier :

- un minimum égal à 5 % du nombre total d'heures travaillées dans le cadre des travaux d'investissement du projet financés par l'ANRU.

L'ANRU participe financièrement au projet de rénovation urbaine à hauteur de 39 976 725€ soit 26 % du projet global.

A partir du coût total des travaux, auxquels elle participe, les 5% du nombre total d'heures travaillées correspondent à 33 Equivalents Temps Complet, ETC (annexé dans la CLI, cf. annexe 8 du rapport). Les ETC sont estimés sur la base de 1650 heures par an et 24.39€/h (source Eurostat 2000).

D'autre part, la ville si elle le souhaite peut poursuivre cet engagement d'insertion dans le cadre des opérations qu'elle finance, de même pour les autres maîtres d'ouvrage.

Des estimations à 7 et 10 % sont proposées en annexe (annexé dans la CLI, cf. annexe 8 du rapport).

- un minimum égal à 10 % des embauches directes ou indirectes effectuées dans le cadre la Gestion Urbaine de Proximité.

Cet engagement s'inscrit dans la Charte de Gestion Urbaine de Proximité signée le 28 juin 2006 entre l'Etat, la ville et les bailleurs. Elle vise, en effet, à l'amélioration du cadre de vie du quartier par le biais d'une gestion quotidienne.

De plus la Régie de Quartier de Bagneux créée en avril 2006, œuvre pour l'entretien du quartier et emploie déjà en priorité ses résidents. Il s'agira de poursuivre cet engagement pour la présente Charte.

#### **Les engagements des maîtres d'ouvrage**

Les maîtres d'ouvrage, que sont la Ville de Bagneux, le Syndicat Mixte de Bagneux, la SEM92, la SEMABA et l'AFUL<sup>4</sup>, souhaitent inscrire le projet dans un

---

<sup>4</sup> Association Foncière Urbaine Libre La Fontaine constituée principalement par ICADE Patrimoine, la SEMABA, le Syndicat mixte de Bagneux et la SEM 92, pour une meilleure gestion des espaces privés du quartier et du chauffage urbain. ICADE Patrimoine en est le gestionnaire.

objectif de développement durable du quartier par la conduite d'actions de développement économique et social en complémentarité des interventions qu'ils prévoient sur le cadre urbain. Ces actions visent à améliorer les conditions de vie et d'emploi des habitants et permettront que le projet urbain constitue un effet de levier majeur pour l'insertion professionnelle des habitants.

Comme le précise la Charte Nationale d'Insertion les maîtres d'ouvrage s'engagent à :

- participer activement à l'élaboration du plan local d'application de la charte,
- utiliser la commande publique comme levier de l'insertion professionnelle.

Les maîtres d'ouvrage peuvent favoriser l'insertion professionnelle dans leurs commandes publiques par le recours aux articles 14, 30 et 53 du Code des Marchés Publics.

L'article 14 du CMP prévoit que « la définition des conditions d'exécution d'un marché dans les cahiers des charges peut viser à promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion, à lutter contre le chômage ou à protéger l'environnement. Ces conditions d'exécution ne doivent pas avoir d'effet discriminatoire à l'égard des candidats potentiels ».

L'article 30 du CMP donne la possibilité d'allouer une partie du marché à des structures d'insertion agréées par le Comité Départemental de l'Insertion par l'Action Economique (CDIAE).

L'article 53 du CMP permet d'utiliser parmi les critères d'attribution d'un marché, les performances de l'entreprise en matière d'insertion professionnelle des publics en difficulté.

- appuyer et suivre les entreprises titulaires de marché dans la mise en œuvre de la clause d'insertion,
- fournir tous les éléments utiles aux porteurs de projet pour rendre compte de la mise en œuvre de cette charte à l'ANRU,
- informer les habitants sur le dispositif mis en place,
- identifier les marchés favorables à l'insertion.

## **2.2.4 Le pilotage, le suivi et la mise en œuvre**

### **Le comité de pilotage**

Le comité de pilotage de l'ORU constitué sous l'égide de la ville de Bagneux et du Préfet, au sein duquel les signataires de la convention ANRU sont membres de droit, dirigera la Charte Locale d'Insertion.

Dans ce cadre, il a pour mission de veiller à ce que les objectifs d'insertion fixés par les maîtres d'ouvrage soient atteints. A ce titre, une réflexion pour définir des moyens de contrôle pour chaque partenaire et surtout pour les maîtres d'ouvrage doit être entreprise.

De plus, il doit valider une fois par semestre les indicateurs qu'il devra transmettre au délégué Territorial de l'Agence :

- nombre d'heures travaillées par type de marché / prestation / opération,
- types de structures d'insertion bénéficiaires des marchés de services d'insertion et de qualification professionnelles,
- typologie des populations bénéficiaires : sexe, âge, durée de chômage...,
- situations des populations bénéficiaires à 6 et 12 mois après la fin du marché,
- embauches directes ou indirectes effectuées pour la gestion urbaine de proximité et la gestion des équipements du quartier,
- types de contrat utilisés lors de l'embauche (apprentissage, contrats aidés ...).

### **La structure opérationnelle**

Une structure opérationnelle est créée, elle rassemble les maîtres d'ouvrage et les partenaires locaux d'insertion et de l'emploi. Elle est alors un lieu de concertation privilégié pour la mise en œuvre des objectifs d'insertion.

Le pilote de cette structure est désigné selon ses compétences et ses connaissances dans les publics concernés, dans la pratique d'accompagnement à l'emploi et dans la construction de parcours individualisés vers l'insertion et l'emploi.

L'Association Intercommunale des Blagis et le PLIE sont désignés pour remplir cette mission. Le choix d'un coordinateur devra être fait.

Avant la passation des marchés, les missions de la structure opérationnelle sont de :

- définir les règles du jeu claires : fixation d'un seuil minimum de travaux par entreprise, répartition du volume d'heure par marché, rédaction d'une clause de développement dans les appels d'offres (objectifs, modalités de mise en œuvre, pénalités),

- fournir l'assistance nécessaire pour répondre aux exigences d'insertion inscrites dans le cahier des charges pendant la préparation de l'offre, en portant une attention toute particulière aux petites et moyenne entreprises.

Après la passation des marchés, elle est chargée, en association avec les entreprises titulaires, de :

- définir et identifier les populations prioritaires en regard des compétences requises par les opérations du projet,
  - définir le nombre et les profils des postes,
  - anticiper les actions de formation nécessaires,
  - assurer la vérification de l'aptitude manuelle des candidats proposés et leur mise en relation avec les entreprises,
  - accompagner les populations aidées dans leur parcours d'insertion sur toutes les opérations du projet.
- La structure opérationnelle transmet au comité de pilotage les indicateurs d'évaluation une fois par semestre.

### La mise en œuvre

La mise en application de la Charte Locale d'insertion a pour but de faire adhérer les entreprises soumissionnaires aux clauses d'insertion, notamment celles énoncées par l'article 14 du CMP.

Pour cela un réel dispositif d'accompagnement doit être développé afin de les aider dans leur démarche.

Il s'agit à travers ce dispositif mené par la structure opérationnelle, de donner aux entreprises une visibilité dès l'amont du projet en terme de charge qu'impliquent ces exigences d'insertion, grâce à une information globale mais aussi au cas par cas.

Proposer un partenariat déjà construit dans un cadre précis et fixe, sur lequel les entreprises puissent s'appuyer.

La structure opérationnelle est l'acteur principal dans la mise en œuvre de la promotion de l'insertion et de l'emploi. Afin de pouvoir répondre aux besoins des entreprises des premières candidatures, la structure opérationnelle doit faire un travail d'anticipation des besoins des entreprises et de sensibilisation du public aux métiers que pourra offrir les chantiers. Elle doit donc mettre en œuvre une « ingénierie sociale » du dispositif, à savoir :

- identifier le public concerné sur la base de certains critères qui restent à déterminer à partir des conclusions du diagnostic emploi,
- prendre en charge le public prioritaire dans l'intégralité de son parcours d'insertion, de l'offre d'emploi à la signature du contrat,

- renforcer les dispositifs d'accompagnement des personnes, contribuer à leur intégration et à leur maintien dans l'emploi par une coopération.

Dans cette perspective, plusieurs structures d'insertion présentes sur le quartier ont fait des propositions dans le but de cadrer la demande et le public concerné.

La mission locale a notamment proposé d'organiser des animations et d'informer son public sur les métiers et les formations du BTP (exposition, visites de chantier, etc....).

D'autres structures se sont plus employées à définir des parcours-types d'insertion. Ils relèvent du statut des personnes reçues lors de leur premier accueil : jeune prêt à l'emploi, jeune débutant, ou adulte en démarche d'insertion.

Après la définition du profil, tout un parcours est organisé pour rendre apte et accompagner la personne à l'emploi.

Ces parcours sont explicités plus en détails en annexe de cette charte.

*(Tous les documents ne sont pas encore réunis, ils ne sont donc pas annexés dans le rapport*

### Accompagner les entreprises

Un « livret qualité insertion » est mis en place afin d'accompagner le dispositif. Celui-ci liste le rôle de chacun et nomme les référents opérationnels.

Ce livret doit permettre de favoriser une coopération directe entre les maîtres d'ouvrage, les entreprises, les attributaires des marchés et la structure opérationnelle, permettant le suivi au cas par cas de chacun des accords passés.

Dans un premier temps la structure opérationnelle rencontrera les partenaires afin de pouvoir mener à bien les recrutements de l'entreprise générale et des entreprises sous-traitantes.

Par la suite elle doit sélectionner, suivre et accompagner les profils retenus. La mise en place d'un « accompagnement tutoral » suppose un partenariat fort et déjà construit entre la structure opérationnelle et les partenaires de l'insertion, correspondant à la définition de parcours-types d'insertion comme vu précédemment.

### Fournir des cahiers des charges explicites sur les exigences d'insertion à remplir

La commande publique à travers les cahiers des charges doit être considérée par les maîtres d'ouvrage comme un réel outil de réponse aux exigences d'insertion.

En effet, ils doivent définir des règles du jeu clairement et concrétiser les engagements des entreprises pour l'insertion professionnelle.

Le cahier des charges devra distinctement préciser les modalités de mise en oeuvre par l'entreprise de ses obligations en matière d'insertion professionnelle au fur et à mesure de l'exécution du marché.



Plusieurs possibilités sont alors offertes aux entrepreneurs :

- l'embauche directe en CDD ou en CDI. Elle peut se traduire par le recrutement direct de demandeurs d'emploi ou le recrutement de jeunes dans le cadre de contrat aidé et /ou en alternance,
- le recours à la sous-traitance de l'entreprise soumissionnaire à une entreprise d'insertion sur la base d'un minimum de production à effectuer (la régie de quartier peut mettre à disposition des salariés),
- la réservation d'un pourcentage d'heures d'insertion qui doit être effectuée par l'entreprise qui réalisera le marché. Il s'agit d'un plancher minimal que l'entreprise devra respecter. Ou par la mutualisation des heures d'insertion (entreprise temporaire d'insertion).

### **2.2.5 L'information aux habitants**

Un dispositif d'information aux habitants doit être programmé de manière spécifique et/ou pour chacun des partenaires concernés.

Les moyens déjà mis en place dans le cadre des actions de communication et d'information aux habitants de la convention ANRU et de la Charte de Gestion Urbaine de Proximité pourront être mis à profit pour l'information du dispositif de la présente charte :

- Espaces de rencontres : les différentes associations d'insertion sur le quartier, la mission locale, le Centre Social et Culturel, etc..... pourront réorienter vers la structure opérationnelle.
- Outils d'information : le site Internet de la ville de Bagneux, le Bagneux Infos, l'Inf'ORU...

Le rôle du nouvel Adulte Relais - médiateur de ville devra être clairement défini, autant dans le cadre de la Charte que dans le suivi de la démarche et le lien entre la structure opérationnelle, les entreprises et les habitants.

Les Amicales des locataires auront un rôle de relais de l'information aux habitants. La structure opérationnelle devra se mettre en contact avec elles à la suite de la signature de la présente charte et dès les premiers appels d'offre.

### **2.2.6 Les annexes de la CLI**

- Le diagnostic de l'emploi dans sa totalité avec les tableaux de détails des données récupérées ;
- Le calcul des Equivalents Temps Complet ;
- Les propositions des structures d'insertion.

*La CLI est conclue par la page de signature.*

---

## *Annexes*

---

1.	Programme d'amélioration 2005/2006 de la Charte de la GUP (p 13) ....	48
2.	Extrait du tableau de bord du tour de site de juillet 2006 (p 13) .....	54
3.	Tableau bilan de l'évaluation de l'observatoire local GUP (p 16) .....	55
4.	Fiche-Action n°4 : réalisation d'un guide pour les habitants (p 18) .....	57
5.	Questionnaire et entretiens consultatifs pour la réalisation du guide (p 18) . .....	58
6.	Carte des IRIS 2000 (INSEE) de Bagneux (p 28) .....	60
7.	Charte Nationale d'Insertion de l'ANRU (p 37) .....	61
8.	Calcul des Equivalents Temps Plein (p 40) .....	64

# 1. PROGRAMME D'AMELIORATION 2005/2006 DE LA CHARTRE DE LA GUP (P 13)

- GESTION URBAINE DE PROXIMITE -			
ACTIONS PROGRAMMEES DANS LE CADRE DU GROUPE TECHNIQUE DE COORDINATION (JUILLET 2005-2006)			
ACTION PREVUE	LIEU	Responsable de la mise en œuvre	ECHEANCE PREVUE
<b>ENJEU : 1 L'AMELIORATION DE LA GESTION COURANTE</b>			
<b>Thème 1 : ACTIONS CONCERNANT LES ORDURES MENAGERES ET LES DECHETS VERTS</b>			
Contrôle des lieux de dépôts et du ramassage	Sur l'ensemble du quartier et renforcé sur les sites ayant déjà présentés des dysfonctionnements (impasse du Peuplier, rue des Tertres)	Groupe de coordination GUP	Tour de site mensuel
Remise en fonction du container à verre	Mise en place au bas de la rue La Fontaine	VILLE	Août 2005
<b>Thème 2 : ACTIONS CONCERNANT LES DEPOTS SAUVAGES</b>			
Enlèvements des dépôts sauvages + nettoyage	Parking La Fontaine - Tertres	AFUL	Juillet 2005
	Parking Brugnaux	AFUL	Juillet 2005
Contrôle + enlèvement et nettoyage si nécessaire	Sur l'ensemble du quartier en pieds d'immeubles et aux abords des parkings	Groupe de coordination GUP	Tour de site mensuel
<b>Thème 3 : INTERVENTIONS SUR LA VOIE</b>			
Traitement des nids de poules	Rue des Tertres	AFUL	Juillet / Août 2005
Réfection du revêtement	Rue des Cuverons	VILLE	Reporté - A définir
Contrôle	Sur l'ensemble du site	Groupe de coordination GUP	Tour de site mensuel

ACTION PREVUE	LIEU	Responsable de la mise en œuvre	ECHEANCE PREVUE
<b>Thème 4 : INTERVENTIONS CONCERNANT LE STATIONNEMENT ILLECITE ET LES EPAVES</b>			
Enlèvement d'épaves	Sur l'ensemble du site - Relevé et demande d'identification de 47 véhicules auprès du commissariat	AFUL	Juillet 2005
Renforcement du contrôle et diminution des délais d'intervention	Sur l'ensemble du quartier	Groupe de coordination GUP / Commissariat	Tour de site mensuel
<b>Thème 5 : INTERVENTIONS CONCERNANT LES TAGS</b>			
Nettoyage des tags et contrôle	Pieds d'immeuble passage traversant et muret passerelle barre des Tertres	SEMABA	Juillet 2005
	Passage traversant centre commercial Brugnauts	AFUL	Juillet 2005
Renforcement du contrôle	Sur l'ensemble du site	Groupe de coordination GUP	Tour de site mensuel
<b>Thème 6 : ACTIONS CONCERNANT LE NOYAU DU LE MATERIEL DETRUIRE</b>			
Entretien et réparation	Terrain d'évolution Sarraill / Maronnier (manque d'entretien)	VILLE	Juillet 2005
	Terrain de sport Marcel Cachin (filet de protection endommagé)	VILLE	Au plus vite
Entretien et réparation mobilier urbain	Mail des Tertres (enlèvement des bancs cassés et mise en peinture des bancs restants)	AFUL	Juillet 2005
	Centre commercial des Brugnauts (garde-corps)	ICADE	Juillet 2005
Réparation diverses	Cabine téléphonique Cuverons (vitre cassée)	VILLE / AFUL	Au plus vite
Contrôle	Sur l'ensemble du site	Groupe de coordination GUP	Tour de site mensuel

ACTION PREVUE	LIEU	Responsable de la mise en œuvre	ECHEANCE PREVUE
<b>Thème 7 : ENTRETIEN DES ESPACES COLLECTIFS EXTERIEURS (places, aires de jeux, pieds d'immeubles)</b>			
Entretien des pieds d'immeubles	22 au 40 mail des Tertres (nombreux "détritus", Réfection du massif)	AFUL	Septembre 2005
	Passage des Tertres (parpaings laissés après murage)	SEMABA	Août 2005
Entretien des places	Place de la Fontaine Gueffier (plaques au sols manquantes)	AFUL	A définir
Mise en sécurité	Bassin Fontaine Gueffier (tranchée GDF non sécurisée)	VILLE	Juillet 2005
Contrôle	Sur l'ensemble du quartier	Groupe de coordination GUP	Tour de site mensuel
<b>Thème 8 : Eclairage</b>			
Maintenance éclairage	Cuverons - Brugnauts - Tertres	AFUL	Juillet 2005
	Pied du commercial Sarraill (candélabre cassé)	AFUL	Août 2005
	A l'arrière du local de l'Inf'ORU La Fontaine (spot hors d'usage)	AFUL	Août 2005
Contrôle	Sur l'ensemble du quartier	Groupe de coordination GUP	Tour de site mensuel



ACTION PREVUE	Responsable de la mise en oeuvre	ECHEANCE PREVUE
<b>ENJEU 2 : METTRE EN OEUVRE UNE STRATEGIE DE GESTION ADAPTEE A LA DIVERSITE DES ESPACES</b>		
<b>Thème 1 : SUR LA BARRIE DES TERRIERS</b>		
Enlèvement des encombrants dans les caves	SEMABA	2006
Nouveau prestataire débranchement des fluides	"	Août 2005
Nouveau prestataire plomberie	"	Août 2005
Nouveau prestataire pour les murages	"	Août 2005
Traitement des pieds d'immeubles (côté mail)	SEMABA / AFUL	Septembre 2005
<b>Thème 2 : SUR LA BARRIE DES CHUVERONS</b>		
Nouveau prestataire de nettoyage	SEMABA	Juillet 2005
Enlèvement des encombrants dans certaines caves	"	2006
<b>Thème 3 : SUR LE PATRIMOINE D'ICADE PATRIMOINE</b>		
Réalisation d'équipements mieux adaptés pour les ordures ménagères NS 7	ICADE Patrimoine	Fin 2005 – début 2006
Achèvement du ravalement de façades	"	Fin 2005
Décapage des sols et mise en peinture	"	2005 - 2006
Renforcement des systèmes de sécurité incendie	"	2005
Mise en conformité des ascenseurs (loi de Robien)	"	2006-2007
Remise en état des logements avant mise en location	"	permanent
<b>Thème 4 : SUR LE CENTRE COMMERCIAL 5492001</b>		
Amélioration de l'entretien du nouvel aménagement (tonte de la "pelouse")	SEM 92	permanent
Amélioration de l'éclairage et traitement des problèmes électriques	SEM 92 / AFUL	permanent
<b>Thème 5 : SUR L'ENSEMBLE DU SITE</b>		
Réfection des emmarchements extérieurs dégradés	AFUL	2006



ACTION PREVUE		Responsable de la mise en oeuvre	ECHEANCE PREVUE
ENJEU 3 : INTEGRER LES ENJEUX DE GESTION ET D'USAGES AUX OPERATIONS ELABOREES EN 2005-2006 ET AUX DERNIERES ETUDES EN COURS			
SUR LES ETUDES ET OPERATIONS DE LA SEM 92 / SEMABA / SYNDICAT MIXTE / VILLE / ICADÉ PATRIMOINE			
Maintien d'une offre de commerces de proximité		SEM 92 / VILLE	Toute l'opération
Etude sur le stationnement		"	A définir
Préparation du cahier des charges des marchés de maîtrise d'œuvre sur les espaces extérieurs		"	A définir
Etudes sur les premiers équipements : Centre Social et Culturel, Gymnase et groupe scolaire Paul Eluard		VILLE	A définir
Etude sur la reconstruction de l'immeuble des Cuverons		SEMABA	"
Etude sur la carte scolaire		VILLE	"
Etude sur le foncier		MULTI	"
Etude d'impact de la ZAC Fontaine Gueffier		VILLE / SEM 92	"
Suivi de l'observatoire social sur le quartier		VILLE	Toute l'opération
Mise en place d'une régie de quartier		VILLE	2008

ACTION PREVUE		Responsable de la mise en oeuvre	ECHEANCE PREVUE
<b>ENJEU 4 : LES ACTIONS DE COMMUNICATION, DE CONCERTATION ET D'INFORMATION DES HABITANTS</b>			
<b>Thème 1 : LA COMMUNICATION SUR LES ACTIONS DE GUP</b>			
Article Numéro InfORU		VILLE	Chaque parution
Articles dans Bagnoux Info		VILLE	A définir
Information en Conseil de quartier		VILLE / PARTENAIRES	permanent
Accueil à l'InfORU		VILLE	permanent
Information aux personnes et structures relais sur le quartier		VILLE	permanent
<b>Thème 2 : LE TRAVAIL EN PARTENARIAT AVEC LES HABITANTS</b>			
Groupes de travail spécifiques : atelier,...		PARTENAIRES	A définir
Tour de site partenaires / habitants		PARTENAIRES	2 à 3 fois par an
<b>Thème 3 : EVALUATION DE LA GUP</b>			
Réunions publiques / Conseils de quartier		VILLE / PARTENAIRES	A définir

## 2. EXTRAIT DU TABLEAU DE BORD DU TOUR DE SITE DE JUILLET 2006 (P 13)

ORU DE BAGNEUX - TABLEAU DE BORD OBSERVATOIRE GESTION URBAINE DE PROXIMITE

Date d'actualisation										
Date d'Obs	Dysfonctionnement constaté (localisation, description)	Nature du dysfonct.	Prop. foncier	RESP	Type d'interv.	Mesures à prendre	Date de mise en oeuvre envisagée	Relance	Observation	Date réelle
1	23/11/04 08/01/08 <b>PEUPLIERS</b> : Pb empiètement des conteneurs-poubelles (24/8/09/12)	U	SEM92	MULTI	C	Redistribution des conteneurs aux différents utilisateurs et consignes à transmettre	Immédiate	Janv-08	Conteneurs "stationnement" dans l'impasse	Réalisé Avril 08
2	23/11/04  Nids de poules impasse du peuplier	DP	SEM92 ICADE	ICADE	IP	Traitement des nids de poules	Déc. 2004			Réalisé Déc. 04
3	23/11/04  Stationnements illicites devant le 2 impasse du peuplier	U	SEM92	ICADE	IP	Traitement des abords du bureau d'accueil d'ICADE			Travaux spécifiques à engager devant le bureau ICADE	
4	24/08/05 09/09/05 14/10/05 23/11/05 02/05/06 14/06/06 28/07/2008 Pb ramassage ordures impasse du peuplier	GC	SEM 92	V8a	P	Enlèvement régulier	Immédiate	nov 2005 Janv 2006	A suivre	
5	Défaut d'éclairage - Spot à l'arrière des locaux de l'Inf'ORU + lampadaire	GC	SEM 92	AFUL	RO	Réparation	oct-05		Première réparation effectuée le 11 2005. Nouvelle réparation à réaliser	
6	28/07/2008  Lampadaire tagué : rue lafontaine devant T2, n°8013	DP	VILLE	VILLE	IP					
7	23/11/04 22/11/05 08/01/08 03/03/08 <b>PICHETS</b> : Lieu de stockage Fraiser "bûchettes vertes" et terre à Arvillier	U	ICADE	AFUL	IP	Enlèvement "bûchettes vertes" et terre + nettoyage	Immédiate	Janvier / Mars 2005 / Janv 2006 / Mars 2006	Réalisé par la Régie des Quartier	Réalisé Avril 06
8	23/11/04  Tegs à proximité du lieu de stockage Fraiser	DP	ICADE	AFUL	IP	Enlèvement Tegs	Déc. 2004	Janv. 05	Opération anti-taggs depuis 28 03 2005	Réalisé Mai 05

Tableau de bord CROSS 07 2006.xls

ORU DE BAGNEUX - OBSERVATOIRE GESTION URBAINE DE PROXIMITE

### 3. TABLEAU BILAN DE L'EVALUATION DE L'OBSERVATOIRE LOCAL GUP (P 16)

INDICATEURS	RESULTATS
<b>Total dysfonctionnements juillet 2006</b>	<b>124</b>
<b>Natures du dysfonctionnement</b>	
U	15
V	17
DP	67
GC	50
<b>Types d'intervention</b>	
C	37
IP	67
P	10
S	4
TN	4
RT	10
RO	39
<b>Réalisation</b>	
total actions réalisées	84
total actions non réalisées	40
actions réalisées avec relance	37
actions réalisées sans relance	47
actions non réalisées avec relance	24
actions non réalisées sans relance	16
<b>Relance</b>	
actions sans relance	63
actions avec relance	61
par type d'intervention :	
U	10
V	9
DP	33
GC	24
<b>Dysfonctionnements constatés depuis 2004</b>	
nombre total	34
dont non réalisés	5
<b>Dysfonctionnements constatés depuis 2005</b>	
nombre total	59
dont non réalisés	26

## Grilles de codage

Codes 1 : nature des dysfonctionnements		Types d'interventions possibles (cf ci dessous série de codes 2)
<b>GC</b>	déficit de gestion courante (prestation d'entretien ou de nettoyage des espaces extérieurs notamment)	<b>C ou P ou IP</b>
<b>DP</b>	dégradation partielle d'un équipement ou d'un espace	<b>RO ou RT ou IP</b>
<b>V</b>	Vétusté d'un équipement ou d'un aménagement	<b>S ou TN</b>
<b>U</b>	équipement ou aménagement inadapté aux usages ou inexistant	<b>TN</b>

Codes 2 : nature des Interventions	
<b>RO</b>	Réparation
<b>RT</b>	Remplacement / rénovation
<b>TN</b>	Travaux neufs : Implantation d'un nouvel équipement par exemple
<b>S</b>	Suppression, dépôt
<b>P</b>	Adaptation des prestations
<b>IP</b>	intervention ponctuelle / localisée d'entretien ou de nettoyage (ex. dont enlèvement de tags)
<b>C</b>	renforcement du contrôle

## 4. FICHE-ACTION N°4 : REALISATION D'UN GUIDE POUR LES HABITANTS (P 18)

### FICHE-ACTION N°4 REALISATION D'UN GUIDE POUR LES HABITANTS

#### DETAIL DE L'ACTION :

Par l'intermédiaire d'un guide pratique distribué à l'ensemble des habitants du quartier :

- rappeler ce qu'est la gestion urbaine de proximité, les actions mises en œuvre et le rôle quotidien des habitants dans ce processus.
- donner les principaux contacts en cas de dysfonctionnements observés.
- rappeler certaines règles sur des thématiques précises : ordures ménagères, dépôts sauvages, passage des encombrants,...

#### SUPPORT DE L'INFORMATION :

Topo-guide d'information sous forme de dépliant.

#### RESULTATS ATTENDUS :

Sensibiliser les habitants sur le devenir du quartier, les impliquer dans la gestion de celui-ci.  
Solliciter les habitants de manière informelle.

#### MOMENT DE LA MISE EN ŒUVRE :

Distribution aux habitants et à l'arrivée de nouveaux résidents.

#### FREQUENCE :

Mise à jour à prévoir.

#### MAITRE D'OUVRAGE :

Ville – Direction de l'ORU.

#### Remarque particulière :

La réalisation de ce guide pourra associer les écoles, les centres de loisirs,...

## **5. QUESTIONNAIRE ET ENTRETIENS CONSULTATIFS POUR LA REALISATION DU GUIDE (P 18)**

### **Questionnaire**

1. Les informations suivantes sont-elles pour vous suffisantes à faire paraître dans le guide ? Enoncer les différents thèmes.
2. Existent-il des informations mal relayées sur le terrain ou incomprises par les habitants ?  
Donner des exemples, demander si cela suffit ou pas.
3. Nous souhaitons adopter un style simple, direct, avez-vous des recommandations ou commentaires particuliers ? (l'idée à faire ressortir est de réfléchir à comment communiquer ?)  
Orienter l'auditeur en l'amadouvant : possibilité de relecture par les partenaires ...
4. Que pensez-vous d'une participation de quelques habitants | associations dans l'élaboration de ce guide ? Permettrait-elle une meilleure appropriation ? (ATTENTION ne rien promettre)  
Donner des exemples
5. Enfin une question qui ouvre plus à la discussion | débat : pensez-vous qu'un tel Guide peut être accessible à l'ensemble de la population du quartier (Intergénérationnelle, sexe, multi origines...) ?  
Comment faire vivre cet outil

### **Entretiens**

#### ***Présidente de l'Amicales des locataires Cuverons***

1. 2. 3. Attention aux encombrants : 2 bailleurs, donc 2 gestions  
Le tri sélectif uniquement chez ICADE.  
La gestion des épaves toujours pas compris.
4. Travailler sur l'aspect ludique.
5. Prête à une forte participation : création de groupe de travail, où se sont des personnes du quartier qui vont expliquer les fonctionnements et dysfonctionnements.  
Si c'est un travail qu'ils auront fait, ils se l'approprieront plus, et circulera dans la famille.

#### ***Président et vice-président de l'Amicale des locataires La Fontaine***

1. 2. 3 Incivilités/ respect/ vie en communauté : payante, augmente les charges, mais la vie en communauté implique des devoirs (attention en douceur).  
La sécurité pour les enfants, les personnes âgées (comment les aider) : à partir du nouveau plan du quartier.  
Les adresses utiles (réfléchir à les mettre dès le début du guide) : liens avec les associations, pour les étrangers rappel des cours d'alphabétisation, lien avec l'antenne de justice et réexpliquer les services offerts.  
Prévenir où se tenir au courant des réunions.  
Un point sur l'aménagement du site.
  4. Donner envie de le garder.  
Neutralité politique dans le discours.
- 3 plaquettes : enfants, étrangers (ou bilingue), adultes.  
L'amicale est prête à aider au financement.



---

**Directeur du Centre Social et Culturel de la Fontaine Gueffier**

---

1. le CSC un réel lien de proximité, de nombreuses activités. Un lien très fort avec les associations.

Recherche et propose toutes activités pour toute la famille.

2. Le logement est bien compris

Nécessité de redéfinir le projet de renouvellement dans son ensemble.

Donner quelques pistes sur le projet urbain, et sur la réhabilitation des Cuverons.

Eclairer sur la nouvelle organisation de la Maison des associations.

Informier et éclairer sur la HQE : peut faire l'objet de nouveaux ateliers au sein du CSC.

3. Un discours très optimiste sur l'avenir.

Le guide doit répondre à la satisfaction des habitants.

Rappeler la notion de mixité sociale : donner à réfléchir aux gens dans le sens où cette notion peut être mouvante.

4. Passer par les enfants, sous forme de jeu. Le regard de l'enfant, place de l'enfant dans le quartier confronté au regard des adultes (travail avec les associations, le CSC et les écoles parents d'élèves...)

Attention à la communication manipulatrice et à la « simple parole » des habitants (est-elle vraiment représentative) : capitaliser un travail et en rendre compte par la traduction d'enjeux (pas simplement de la libre expression).

---

**Directeur de la Régie de quartier**

---

1. 2. Tout passe par le respect et l'effort.

Prévenir : mettre les poubelles dans les contenants, ne pas jeter par la fenêtre, le bricolage sur les parkings (peut être instituer le fait qu'ils puissent ramener leurs déchets à la Régie), mettre en avant le coût.

Les encombrants : en discussion entre les bailleurs et la Régie pour monter un système de récupération.

Présenter l'Adulte Relais médiateur de ville comme leur interlocuteur (GUP-habitants).

3. 4. Réfléchir à une édition bilingue ou des pictogrammes, illustrations très facilement compréhensible.

C'est à nous d'imaginer les meilleurs moyens pour que ce guide leur serve à quelque chose.

Faire participer absolument les enfants.

5. Créer un relais personnalisé sur le quartier.

Présenter le guide en comité de quartier, CSC, Adulte relais qui permettent d'expliquer rapidement ses fonctions et par même occasion un dialogue.

Si diffusion par courrier sous pli nominatif.

---

**Coordinateur de la Mission Citoyenneté et Vie des quartiers**

---

Attention : ne pas confondre citoyenneté et respect.

Nous ne pouvons pas lutter contre les incivilités car intolérance, cela signifie que l'on sous entend que les gens ne savent pas vivre ensemble.

Le « vivre ensemble » ne peut être fait que par les habitants et leurs actions, à partir d'un point nous n'avons pas les moyens de changer ça.

Il faut faire vivre ce guide :

Discuter au Conseil des quartiers.

Il doit être disponible dans les accueils des associations, mairie, CSC...pour créer un réel relais sur le quartier.

Il faut prévenir de sa parution, notamment par le biais du Bagneux Infos....

---

**Directeur service communication de la ville de Bagneux**

---

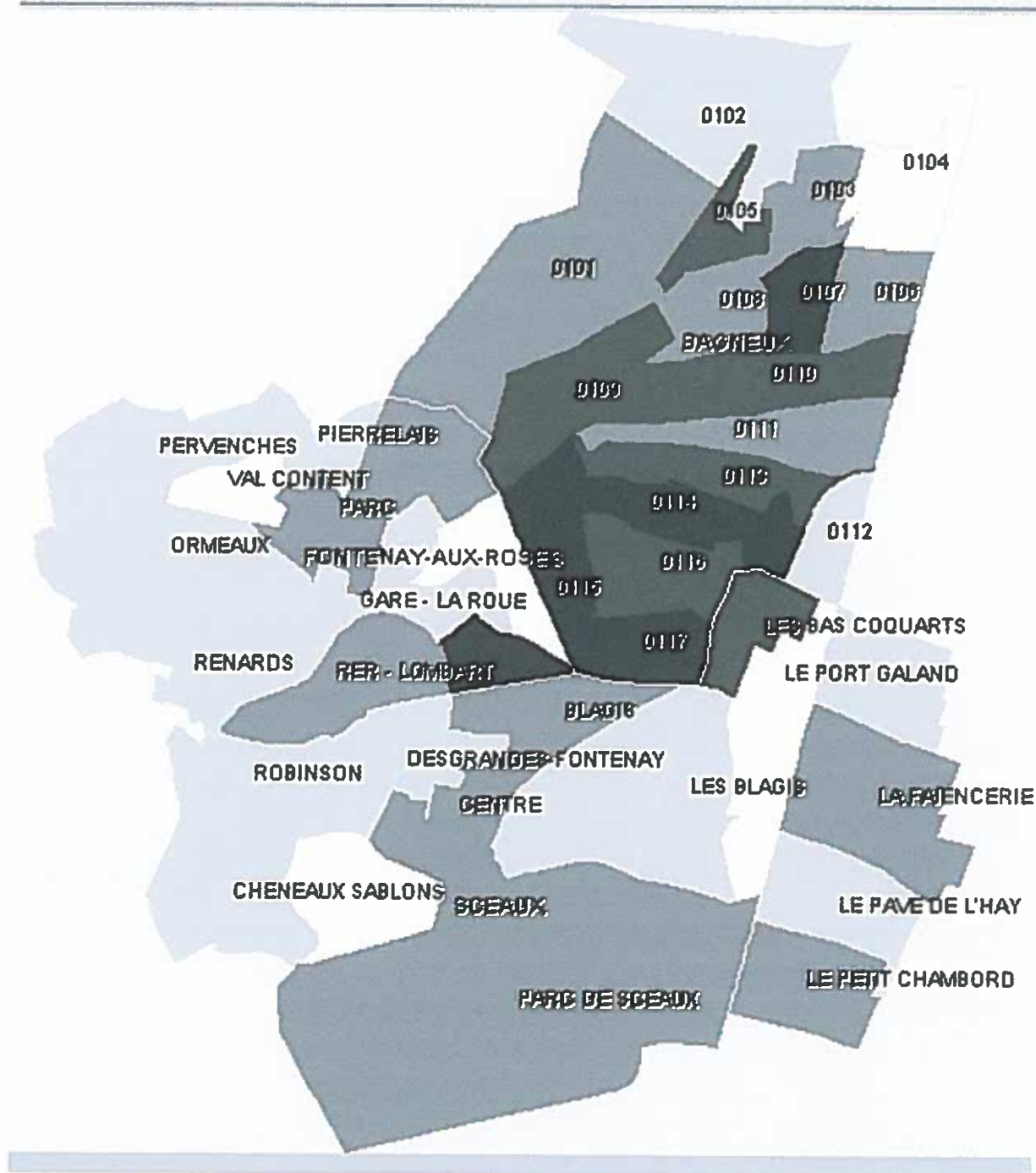
Connaître quelle durabilité souhaitée du document.

Connaître le volume de texte.

Soit un dépliant (jusqu'à 9 volets) soit un livret format 10 x 21.

Attention de ne pas faire un « nouveau règlement intérieur »

## 6. CARTE DES IRIS 2000 (INSEE) DE BAGNEUX (P 28)



## 7. CHARTE NATIONALE D'INSERTION DE L'ANRU (P 37)

### Introduction

La présente charte nationale a été élaborée conformément à la loi n°2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, qui stipule, dans son article 10, que « ...L'Agence nationale pour la rénovation urbaine élabore et adopte, dans les neuf mois suivant sa création, une charte d'insertion qui intègre dans le programme national de rénovation urbaine les exigences d'insertion professionnelle des habitants des zones urbaines sensibles. »

Le règlement général de l'Agence stipule qu'un projet faisant appel aux concours financiers de l'Agence doit se conformer à la présente charte d'insertion. Ainsi, le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage signataires des conventions pluriannuelles de rénovation urbaine avec l'ANRU sont tenus d'en respecter les dispositions.

### Objectifs

Le programme national de rénovation urbaine vise à restructurer, dans un objectif de développement durable, les quartiers classés en zone urbaine sensible et, à titre exceptionnel, certains autres quartiers présentant des caractéristiques socio-économiques analogues.

La contribution des projets aidés par l'ANRU au développement durable des quartiers concernés résulte notamment de la complémentarité des interventions qu'ils prévoient sur le cadre urbain avec les actions de développement économique et social des quartiers. Les investissements menés sur ces territoires doivent donc améliorer les conditions de vie et d'emploi de leurs habitants, et l'ambition du programme national de rénovation urbaine doit se traduire par un effet de levier majeur pour l'insertion professionnelle des habitants des zones urbaines sensibles.

Les possibilités offertes par le cadre de la commande publique (articles 14 et 30 du code des marchés publics, loi Sapin du 29 janvier 1993 pour les organismes privés d'HLM) doivent être exploitées par les maîtres d'ouvrage pour permettre aux personnes en recherche d'emploi des zones urbaines sensibles d'accéder à des emplois durables de qualité.

Les travaux d'investissement qui font l'objet du projet de rénovation urbaine, mais également les actions de gestion quotidienne du quartier et d'utilisation des équipements créés ou rénovés doivent être une occasion d'embaucher des populations résidentes du quartier.

Pour atteindre ces objectifs, le porteur de projet doit, en lien étroit avec le Préfet, mobiliser l'ensemble des structures locales de l'insertion, tels que l'ANPE, le PLIE, et la Mission Locale, ainsi que les futures Maisons de l'Emploi.

### Engagements du porteur de projet

Le porteur du projet faisant l'objet d'une convention avec l'ANRU s'engage à établir, avec le Préfet, et les partenaires locaux un plan local d'application de la charte. Ce plan doit prévoir :

1/ Un diagnostic de l'emploi sur les quartiers concernés par le projet de rénovation urbaine

2/ Un engagement sur :

- Un objectif d'insertion *au minimum égal à 5% du nombre total d'heures travaillées dans le cadre des travaux d'investissement du projet financés par l'Agence, réservées aux habitants des zones urbaines sensibles*. Le plan local d'application de la charte ne pourra déroger à cet objectif qu'en justifiant des particularités du contexte local (pénurie de main d'œuvre disponible) ou spécificités du marché (taille, dangerosité, nature des travaux), et avec l'accord du Préfet.
- Un objectif d'insertion *au minimum égal à 10% des embauches directes ou indirectes* (notamment à travers des structures du type régie de quartier ou

associations d'insertion) effectuées dans le cadre de la gestion urbaine de proximité et de la gestion des équipements faisant l'objet d'aides de l'ANRU, réservées aux habitants des ZUS.

3/ Une structure opérationnelle rassemblant les maîtres d'ouvrage et les acteurs publics de l'emploi. Le pilote de cette structure devra être clairement identifié : acteur local de l'insertion, chargé de mission de la municipalité, service de l'état.

*Avant la passation des marchés*, cette structure a pour mission de :

- Définir des règles du jeu claires : fixation d'un seuil minimum de travaux par entreprise afin d'exclure les petits marchés, répartition du volume d'heures par marché, rédaction d'une clause de développement de l'emploi dans les appels d'offre de marché (objectifs, modalités de mise en œuvre, pénalités)
- Fournir l'assistance nécessaire pour répondre aux exigences d'insertion inscrites dans le cahier des charges pendant la préparation de l'offre, en portant une attention toute particulière aux petites et moyennes entreprises

*Après la passation des marchés*, cette structure est chargée, en association avec les entreprises titulaires de marché, de :

- Définir et identifier les populations prioritaires en regard des compétences requises par les opérations du projet
- Définir le nombre et les profils de poste
- Anticiper les actions de formation nécessaires
- Assurer la vérification de l'aptitude manuelle des candidats proposés et leur mise en relation avec les entreprises
- Accompagner les populations aidées dans leur parcours d'insertion et de formation
- Assurer la coordination des actions d'insertion sur toutes les opérations du projet

4/ Un dispositif de pilotage et de suivi des objectifs d'insertion, sous l'égide du porteur de projet et du Préfet, rassemblant les maîtres d'ouvrage, les structures d'insertion impliquées, le Service Public de l'Emploi et un représentant de la profession du bâtiment/travaux/publics, ayant pour mission d'assurer le suivi du respect des engagements des maîtres d'ouvrage.

Le respect des objectifs constitue l'un des éléments qui conditionnent l'appui financier de l'Agence aux projets. A ce titre, le porteur de projet transmet au moins une fois par semestre au Délégué Territorial de l'Agence les Indicateurs suivants :

- nombre d'heures travaillées par type de marché / prestation / opération
- types de structures d'insertion bénéficiaires de l'article 30 du Code des Marchés Publics
- typologie des populations bénéficiaires : sexe, âge, durée de chômage, ...
- situation des populations bénéficiaires à 6 et 12 mois après la fin du marché
- embauches directes ou indirectes effectuées pour la gestion urbaine de proximité et la gestion des équipements du quartier
- types de contrat utilisés lors de l'embauche (apprentissage, contrats aidés, ...)

5/ Informer les habitants des zones urbaines sensibles concernées de la mise en place du présent dispositif dans le cadre de la communication menée sur le projet.

Le porteur de projet devra, dans les six mois qui suivent la signature de la convention, porter à la connaissance du délégué territorial de l'Agence la mise en place du plan local d'application de la charte.

### **Engagements des maîtres d'ouvrage**

Les maîtres d'ouvrage faisant l'objet d'une convention avec l'ANRU s'engagent à :

1/ Participer activement à l'élaboration du plan local d'application de la charte.

**2/ Favoriser l'insertion professionnelle des publics résidant en Zone Urbaine Sensible dans leur commande publique. En tant que maîtres d'ouvrage, ils définiront les conditions et les modalités de la démarche d'insertion à travers :**

- L'article 30 du Code des Marchés Publics : l'allocation d'une partie du marché à des structures d'insertion agréées par le Comité Départemental de l'Insertion par l'Activité Economique (CDIAE).
- L'article 14 du Code des Marchés Publics : l'inscription d'une clause de promotion de l'emploi dans l'avis d'appel d'offre, le règlement de la consultation et le CCAP et obligations juridiques liées, dans le respect de la Charte ; les conditions d'exécution du marché liées à la clause d'insertion pouvant se traduire de différentes manières :
  - o Par une affectation d'un certain pourcentage d'heures travaillées à ces publics prioritaires
  - o Par la sous-traitance à une structure d'insertionLes entreprises attributaires ont une totale liberté du choix des formes d'insertion parmi celles présentées dans le cahier des charges.
- Le recours, suite au projet de rénovation urbaine, à l'embauche directe ou indirecte des populations concernées pour contribuer à assurer la gestion urbaine de proximité et au fonctionnement des nouveaux équipements ou des équipements réhabilités

**3/ Appuyer et suivre les entreprises titulaires de marchés dans la mise en œuvre de la clause d'insertion et mobiliser les partenaires de l'insertion professionnelle dans le cadre du dispositif d'accompagnement défini ci-dessus.**

**4/ Fournir tous les éléments requis par le porteur de projet pour rendre compte à l'Agence de la mise en œuvre locale de la présente charte d'insertion.**

**5/ Informer les habitants des quartiers concernés, dans le cadre de la concertation mise en œuvre sur chaque opération, du présent dispositif, et les orienter le cas échéant vers la structure opérationnelle mentionnée au 3/ des engagements du porteur de projet.**

## 8. CALCUL DES EQUIVALENTS TEMPS PLEIN (P 40)

### ESTIMATION EQUIVALENTS TEMPS COMPLET SUR BASES DE 24,39€/heure\* et 1650h/an\*\* (Eurostat 2000 moyenne tous secteurs)

Fiche de calcul : 5% d'heures de travail

COUT DES TRAVAUX en euros HT	Total du coût par thème en € HT	Coût de la main d'œuvre sur une base du 1/3 du coût des travaux en € HT	Equivalent total heures de travail de 24,39€/h en nbre d'heures	5% d'heures d'insertion en nbre d'heures	Nbre d'Equivalent Temps Plein Base de 1650h/an
Démolition barre des tertres	5 135 130,00	1 711 710,00	70 180,81	3 509,04	2,13
Construction de logements sociaux	27 477 950,00	9 159 316,67	375 535,74	18 776,79	11,38
Tous aménagements	20 769 839,79	6 923 279,93	283 857,32	14 192,87	8,60
Réhabilitation Cuverons	14 557 284,00	4 852 428,00	198 951,54	9 947,58	6,03
Résidentialisation des cuverons	1 541 322,00	513 774,00	21 084,94	1 053,25	0,64
Groupe scolaire P. Eluard avec espaces extérieurs	5 570 190,00	1 856 730,00	76 126,69	3 806,33	2,31
Gymnase P. Eluard	3 148 240,00	1 048 746,67	42 999,04	2 149,95	1,30
Parvis du groupe scolaire	280 450,00	93 483,33	3 832,85	191,64	0,12
CSC La Fontaine Gueffier	2 001 889,00	667 296,00	27 359,41	1 367,97	0,83
<b>TOTAL</b>	<b>80 480 293,79</b>	<b>26 826 764,60</b>	<b>1 089 906,35</b>	<b>54 985,42</b>	<b>33,33</b>
COUT TOTAL DES TRAVAUX en euros HT (avec surcoûts ou imprévus)	Total du coût par thème en € HT	Coût de la main d'œuvre sur une base du 1/3 du coût des travaux en € HT	Equivalent total heures de travail de 24,39€/h en nbre d'heures	5% d'heures d'insertion en nbre d'heures	Nbre d'Equivalent Temps Plein Base de 1650h/an
Démolition barre des tertres	5 135 130,00	1 711 710,00	70 180,81	3 509,04	2,13
Construction de logements sociaux	27 477 950,00	9 159 316,67	375 535,74	18 776,79	11,38
Tous aménagements	20 769 839,79	6 923 279,93	283 857,32	14 192,87	8,60
Réhabilitation Cuverons	14 557 284,00	4 852 428,00	198 951,54	9 947,58	6,03
Résidentialisation des cuverons	1 541 322,00	513 774,00	21 084,94	1 053,25	0,64
Groupe scolaire P. Eluard avec espaces extérieurs	6 189 444,80	2 066 481,60	84 726,59	4 236,33	2,57
Gymnase P. Eluard	3 618 176,00	1 206 058,67	49 448,90	2 472,44	1,50
Parvis du groupe scolaire	280 450,00	93 483,33	3 832,85	191,64	0,12
CSC La Fontaine Gueffier	2 519 339,00	839 778,67	34 431,31	1 721,57	1,04
<b>TOTAL</b>	<b>82 098 935,59</b>	<b>27 386 311,88</b>	<b>1 122 030,01</b>	<b>56 101,50</b>	<b>34,00</b>

JRU DE BAGNEUX - Charte locale d'insertion - Estimation Equivalents Temps Complet - sept 2006



## Fiche de calcul : 7% d'heures de Travail

COUT DES TRAVAUX en euros HT	Total du coût par thème en € HT	Coût de la main d'œuvre sur une base du 1/3 du coût des travaux en € HT	Equivalent total heures de travail de 24,39€/h en nbre d'heures	5% d'heures d'insertion en nbre d'heures	Nbre d'Equivalent Temps Plein Base de 1650h/an
Démolition barre des terres	5 135 130,00	1 711 710,00	70 180,81	4 912,66	2,98
Construction de logements sociaux	27 477 950,00	9 159 316,67	375 535,74	26 287,50	15,93
Tous aménagements	20 769 839,79	6 923 279,93	283 857,32	19 870,01	12,04
Réhabilitation Cuverons	14 557 284,00	4 852 428,00	198 951,54	13 926,61	8,44
Résidentialisation des cuverons	1 541 322,00	513 774,00	21 064,94	1 474,55	0,89
Groupe scolaire P. Eluard avec espaces extérieurs	5 570 190,00	1 856 730,00	76 126,89	5 328,87	3,23
Gymnase P. Eluard	3 146 240,00	1 048 746,67	42 989,04	3 009,93	1,82
Parvis du groupe scolaire	280 450,00	93 483,33	3 832,85	268,30	0,16
CSC La Fontaine Gueffier	2 001 888,00	667 296,00	27 359,41	1 815,16	1,16
<b>TOTAL</b>	<b>80 480 293,79</b>	<b>27 826 784,80</b>	<b>1 108 908,35</b>	<b>78 993,68</b>	<b>46,68</b>

COUT TOTAL DES TRAVAUX en euros HT (avec surcoûts ou imprévus)	Total du coût par thème en € HT	Coût de la main d'œuvre sur une base du 1/3 du coût des travaux en € HT	Equivalent total heures de travail de 24,39€/h en nbre d'heures	5% d'heures d'insertion en nbre d'heures	Nbre d'Equivalent Temps Plein Base de 1650h/an
Démolition barre des terres	5 135 130,00	1 711 710,00	70 180,81	4 912,66	2,98
Construction de logements sociaux	27 477 950,00	9 159 316,67	375 535,74	26 287,50	15,93
Tous aménagements	20 769 839,79	6 923 279,93	283 857,32	19 870,01	12,04
Réhabilitation Cuverons	14 557 284,00	4 852 428,00	198 951,54	13 926,61	8,44
Résidentialisation des cuverons	1 541 322,00	513 774,00	21 064,94	1 474,55	0,89
Groupe scolaire P. Eluard avec espaces extérieurs	6 199 444,80	2 066 481,60	84 726,59	6 930,86	3,59
Gymnase P. Eluard	3 618 176,00	1 206 058,67	49 448,90	3 461,42	2,10
Parvis du groupe scolaire	280 450,00	93 483,33	3 832,85	268,30	0,16
CSC La Fontaine Gueffier	2 519 339,00	839 779,67	34 431,31	2 410,19	1,46
<b>TOTAL</b>	<b>82 088 935,59</b>	<b>27 368 311,66</b>	<b>1 122 030,01</b>	<b>78 642,10</b>	<b>47,60</b>

ORU DE BAGNEUX - Charte Locale d'insertion - Estimation Equivalents Temps Complet - sept 2006



## Fiche de calcul : 10 % d'heures de Travail

COUT DES TRAVAUX en euros HT	Total du coût par thème en € HT	Coût de la main d'œuvre sur une base du 1/3 du coût des travaux en € HT	Equivalent total heures de travail Base de 24,39€/h en nbre d'heures	5% d'heures d'insertion en nbre d'heures	Nbre d'Equivalent Temps Plein Base de 1650h/an
Démolition barre des tertres	5 135 130,00	1 711 710,00	70 180,81	7 018,08	4,25
Construction de logements sociaux	27 477 950,00	9 159 316,67	375 535,74	37 553,57	22,76
Tous aménagements	20 769 839,79	6 923 279,93	283 857,32	28 385,73	17,20
Réhabilitation Cuverons	14 557 284,00	4 852 428,00	198 951,54	19 895,15	12,08
Résidentialisation des cuverons	1 541 322,00	513 774,00	21 084,94	2 108,49	1,28
Groupe scolaire P. Eluard avec espaces extérieurs	5 570 190,00	1 856 730,00	76 126,69	7 612,67	4,61
Gymnase P. Eluard	3 146 240,00	1 048 746,67	42 989,04	4 298,90	2,61
Parvis du groupe scolaire	280 450,00	93 483,33	3 832,85	383,29	0,23
CSC La Fontaine Gueffier	2 001 888,00	667 296,00	27 359,41	2 735,94	1,66
<b>TOTAL</b>	<b>80 480 293,79</b>	<b>26 826 784,60</b>	<b>1 098 908,35</b>	<b>109 990,83</b>	<b>68,88</b>

COUT TOTAL DES TRAVAUX en euros HT (avec surcoûts ou imprévus)	Total du coût par thème en € HT	Coût de la main d'œuvre sur une base du 1/3 du coût des travaux en € HT	Equivalent total heures de travail Base de 24,39€/h en nbre d'heures	5% d'heures d'insertion en nbre d'heures	Nbre d'Equivalent Temps Plein Base de 1650h/an
Démolition barre des tertres	5 135 130,00	1 711 710,00	70 180,81	7 018,08	4,25
Construction de logements sociaux	27 477 950,00	9 159 316,67	375 535,74	37 553,57	22,76
Tous aménagements	20 769 839,79	6 923 279,93	283 857,32	28 385,73	17,20
Réhabilitation Cuverons	14 557 284,00	4 852 428,00	198 951,54	19 895,15	12,08
Résidentialisation des cuverons	1 541 322,00	513 774,00	21 084,94	2 108,49	1,28
Groupe scolaire P. Eluard avec espaces extérieurs	6 199 444,90	2 066 481,60	84 726,59	8 472,66	5,13
Gymnase P. Eluard	3 618 176,00	1 206 058,67	49 448,90	4 944,89	3,00
Parvis du groupe scolaire	280 450,00	93 483,33	3 832,85	383,29	0,23
CSC La Fontaine Gueffier	2 519 339,00	839 779,67	34 431,31	3 443,13	2,09
<b>TOTAL</b>	<b>82 086 935,69</b>	<b>27 366 311,88</b>	<b>1 612 020,01</b>	<b>112 203,00</b>	<b>68,00</b>

ORU DE BAGNEUX - Charte Locale d'Insertion - Estimation Equivalents Temps Complet - sept 2006

## NOTES EXPLICATIVES

## \* Coût de la main-d'œuvre

Données issues de la dernière Enquête sur les coûts de la main-d'œuvre de 2000 (Insee, Eurostat) dans laquelle le terme de coût de la main-d'œuvre "fait référence à l'ensemble des dépenses encourues par les employeurs pour l'emploi de salariés". Il englobe la rémunération des salariés, notamment les salaires et traitements en espèces et en nature, les cotisations sociales à la charge des employeurs, les frais de formation professionnelle, d'autres dépenses comme les frais de recrutement et les vêtements de travail, ainsi que les impôts relatifs à l'emploi considérés comme des coûts de la main-d'œuvre déduction faite des subventions reçues. Ces composants du coût de la main-d'œuvre et leurs éléments sont définis dans le règlement (CE) n° 1728/1999 de la Commission du 27 juillet 1999 portant application du règlement (CE) n° 530/1999 du Conseil relatif aux statistiques structurelles sur les salaires et le coût de la main-d'œuvre concernant la définition et la transmission des informations sur le coût de la main-d'œuvre".

Les coûts horaires de la main-d'œuvre correspondent aux coûts de la main-d'œuvre divisés par le nombre d'heures travaillées durant l'année. Le coût horaire moyen de la main d'œuvre, en France, s'élève à 24,39€/h pour les entreprises d'au moins dix salariés de tous secteurs d'activité confondus (nomenclature statistique des activités économiques NACE Rév.1 employée dans l'Union européenne).

## \*\* Durée annuelle moyenne de travail

Données provenant des enquêtes *Emploi* conduites en 2003 et en 2004. Le champ correspond uniquement aux actifs de plus de 15 ans salariés à temps complet (hors enseignants) qui bénéficient de cinq semaines de congés et de cinq jours fériés non travaillés dans l'année.

La durée annuelle moyenne de travail est calculée à partir du nombre d'heures réellement effectuées au cours d'une année (sur un échantillon référence de 52 semaines). La durée annuelle moyenne de travail des salariés à temps complet, pour 2003-2004, correspond à 35 heures et 52 minutes de travail par semaine pour un salarié.

---

# ***Bibliographie***

---

*Bibliographie thématique qui s'organise autour des documents qui m'ont été utiles pour la réalisation de mon travail.*

## **Sites Internet officiels**

La Délégation Interministérielle à la ville ou site de la politique de la ville :  
[www.ville.gouv.fr/](http://www.ville.gouv.fr/)

L'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine :  
[www.anru.fr/](http://www.anru.fr/)

Le Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement :  
[www.travail.gouv.fr/](http://www.travail.gouv.fr/) ou [www.cohesionsociale.gouv.fr/](http://www.cohesionsociale.gouv.fr/)

Le système d'Information Géographique Politique de la ville :  
<http://sig.ville.gouv.fr>

Le centre de ressources documentaires sur la politique de la ville :  
<http://i.ville.gouv.fr>

L'Institut National des Statistiques et des Etudes Economiques :  
[www.insee.fr/](http://www.insee.fr/)

L'office statistique des communautés européennes :  
<http://europa.eu.int/comm/eurostat>

## **L'Opération de Renouvellement Urbain de Bagneux**

Rapport de présentation de l'ORU de Bagneux à l'ANRU, ORU de Bagneux, 2002.

Convention partenariale de l'ORU de Bagneux, ORU de Bagneux, 2006.

Mise en place d'un observatoire social, ORU de Bagneux, 2004.

Lettres de l'Inf'ORU.

## **Concertation et participation des habitants**

La participation des habitants dans le Renouvellement Urbain. Guide méthodologique, Caisse des Dépôts et Consignation - CREPAH, 2000.

Impliquer les habitants dans la GUP, Groupe d'échanges Gestion Urbaine de Proximité, Fiches d'expériences, IAURIF, mars 2005.

La participation des habitants dans les projets urbains, monographies, Conseil National des villes, 2004.

## **Guides**

Guide municipal de la ville de Bagneux, édition 2006.

Guide du bon voisinage de la ville d'Amiens, 2005.

Conseils de quartier, modes d'emploi, deuxième édition, Association pour la Démocratie et l'Education Locale et Sociale, 2003.

Contrat de quartier : mode d'emploi, votre quartier bénéficie d'un contrat de quartier. Et si vous y participiez ? Région de Bruxelles Capitale, le centre urbain, 2001.

## **Charte Locale d'Insertion**

La Charte Nationale d'Insertion, Agence Nationale de la Rénovation Urbaine, 2005.

« Il y a 5 mois l'ANRU s'est dotée d'une charte nationale d'insertion, de quoi s'agit-il exactement ? » Lettre de la DIV n° 104 juin-juillet 2005, p 6.

« Les clauses d'insertion sociale progressent », La Gazette du 19 décembre 2005 p 28-30.

La Charte Locale d'Insertion de la ville de Rueil Malmaison, 2005.

Le Plan local d'application de la charte nationale d'insertion de la ville de Bègles, 2005.

L'insertion des jeunes issus de l'immigration : de l'école au métier, F. Lainé, M. Okba, Centre d'études et de recherches sur les qualifications, avril 2005.

Nouveau Code des Marchés Publics de 2006.

Enquête sur les coûts de la main d'œuvre de 2000, statistiques en bref thème 3, INSEE, juillet 2003.

Les salariés à temps complet travaillent 1650 heures dans l'année, M. Beffy, INSEE Première n°1066, INSEE, février 2006.

Site Internet de l'Union Régionale d'Ile-de-France des Entreprises d'insertion : [www.urei-idf.org](http://www.urei-idf.org)

## **La Gestion Urbaine de Proximité**

La Charte de la Gestion Urbaine de Proximité, ORU de Bagneux, juin 2006.

Les démarches de Gestion Urbaine de Proximité, Note Rapide n° 342, Gestion locale n° 20, IAURIF, juillet 2003.

## **Le diagnostic de l'emploi**

Les demandeurs d'emplois dans les Zones Urbaines Sensibles : un accès privilégié aux contrats emplois solidarités, Première informations n° 39.2, DARES, septembre 2005.

Rapport 2005, synthèse, Observatoire National des Zones Urbaines Sensibles, 2005.

Les jeunes des zones sensibles et leurs difficultés d'insertion professionnelle, OKBA M., LAINE F., Annexe au Rapport au Conseil d'Analyse Economique intitulé « Ségrégation urbaine et intégration sociale », J.-P. Fitoussi, E. Laurent, J. Maurice, La Documentation française, Paris, 2004.

Le bilan d'activité 2005 de l'association de la Fontaine Solidarité Chômeurs, 2006.

Le bilan d'activité 2005 de l'Association Intercommunale des Blagis, 2006.

Le bilan d'activité 2005 de la Mission locale Archimède, 2006.